

La revue catholique des idées et des faits

Un prince de l'éloquence : Pierre-Antoine Berryer (1790-1868)
Walther Rathenau
La comtesse de Noailles
Mon filleul se documente sur saint Yves et les gens de justice
S. D. N. et S. D. E.
William James
L'idéal féminin chez les Pythagoriciennes

Henri GOFFINET
Comte KESSLER
Fernand DESONAY
Alexandre MASSERON
Henri MASSIS
Gilbert MAIRE
Jeanne CAPPE

La Semaine

On assure que M. Vandervelde — si affecté déjà par le total écroulement de la social-démocratie allemande, l'Eglise-mère du socialisme, la clef de voûte de l'Internationale, la base de la politique de Briand (« je m'appuie sur les sozial-démocrates allemands pour ma politique de réconciliation ») — est sorti navré de la Chambre, samedi dernier. Les excès des siens l'avaient dégoûté. Sans doute se rendait-il compte que beaucoup de Belges allaient être plus convaincus encore de la nuisance du parlementarisme. Le chef du P. O. B. est d'ailleurs tout perdu. L'effondrement complet du socialisme allemand a beau ne plus faire de doute pour personne, M. Vandervelde veut, quand même, espérer contre tout espérance. Il se raccroche, non seulement à l'in vraisemblable, mais à l'absurde. N'a-t-il pas été, à la Chambre, jusqu'à comparer la domination hitlérienne sur les communistes et les socialistes allemands à la domination exercée sur les Belges par le pouvoir occupant pendant la guerre!! « On se taisait, mais on attendait l'heure de la délivrance. » Faut-il que le Patron ait perdu la tête!

Le lendemain, un socialiste italien de marque, Arturo Labriola, parlant, dans le *Soir*, de l'« écroulement des partis socialistes », écrivait à propos de la déroute de la sozial-démocratie allemande :

Le parti socialiste est battu partout où il entre en conflit armé avec le pouvoir établi ou avec des partis rivaux décidés à sortir du terrain de la légalité. Son impuissance, sur le champ de la lutte matérielle, est totale. Prétendre qu'un parti socialiste autre que l'allemand, l'autrichien, l'italien, le polonais, etc., saurait avoir dans les mêmes conditions un sort meilleur que celui de ces partis, c'est substituer l'amour-propre à la raison. Et, en tout cas, il faudra se rappeler que si le parti socialiste italien s'était battu pendant presque trois ans, et laissa au moins deux mille morts sur son chemin, Allemands et Autrichiens ne se sont même pas battus durant trois heures... Que, j'en ai les autres?

Rien et moins que rien... L'heure du socialisme est passée. C'est en vain que le vieux président de l'Internationale essaie de se donner du courage et d'en donner aux autres en « reprenant à notre compte, au compte du socialisme, ce mot qu'inspirait jadis aux Anglais, le juste orgueil de leur ténacité, de leur indomptable fermeté dans les épreuves, de leur aptitude sans égale à encaisser les plus terribles coups en attendant la revanche: Nous autres, nous perdons toutes les batailles, sauf la dernière ». C'est bien la dernière bataille que perd en ce moment le socialisme international. Le bolchevisme creusa sa tombe, le nationalisme le porte en terre...

M. von Neurath, ministre des Affaires étrangères du Reich, vient de faire éclater, à Genève, une bombe qui peut compter. Nous allons réarmer! a-t-il dit à ses collègues de la Conférence du désarmement. Il s'agit, évidemment, d'assurer la sécurité de l'Allemagne. Les responsables de ce réarmement allemand sont, vous n'en doutez pas, « tous ceux qui, pendant la longue durée de la Conférence, ont toujours refusé d'appliquer à eux-mêmes la mesure du désarmement allemand ».

Pour le cas où la bombe von Neurath eût encore laissé quelque chose debout, le vice-chancelier von Papen y ajouta un discours-torpille. La nation allemande — a-t-il déclaré — a rayé de son vocabulaire l'idée du pacifisme.

Les peuples de la race blanche, surtout le peuple allemand, souffrent d'une conception pacifiste de la paix qui s'est généralisée. Au moyen âge, il en était autrement. On ne s'exagérait pas alors la valeur de l'existence de l'individu, on ne prenait pas son destin au tragique. Au siècle du libéralisme et du marxisme, la littérature de guerre pacifiste a présenté la mort au champ d'honneur comme une mort non naturelle. Elle ne pouvait comprendre la beauté de cette strophe de la vieille chanson de troubadour : « Il n'y a pas de plus belle mort que celle que l'on reçoit des mains de l'ennemi. » Elle ne pouvait comprendre la vieille horreur germanique de la mort dans son lit, et son remplacement par l'artériosclérose lui paraît plus viril. Elle se complait à dépeindre l'aspect effroyable des morts de la guerre, comme si un « cadavre de paix » avait un aspect plus esthétique.

L'esprit de Langemark et l'esprit de la révolution nationale sont de même nature; leurs représentants sont des hommes et des soldats qui restent, physiquement et moralement, des guerriers.

M. von Papen a précisé, depuis, les intentions pacifiques (sic) de l'Allemagne. Certes elle veut des Colonies, elle « veut participer au développement de l'Afrique au même titre que les autres puissances », mais si « une Allemagne faible signifie une Europe faible, une Allemagne forte ne signifie pas, aux yeux du Gouvernement actuel, une Allemagne ayant des intentions agressives ».

Une vraie trouvaille cet « aux yeux du Gouvernement actuel »...

A la lumière de ces provocations, la lecture du numéro de *Soirées* consacré à Hitler laisse quelque peu rêveur... Les jeunes hommes de *Rex* sont très sympathiques et, autant que quiconque, nous souhaitons le plus vif succès à leurs nombreuses initiatives. Ils sont entreprenants et ils sont audacieux. Ils aiment « oser ». Il faut les en féliciter vivement.

Ils s'en furent donc, à quelques-uns, passer quelques heures à Berlin et ils nous content leur voyage. Rien de mieux, à condition de ne pas éveiller, chez le lecteur, l'impression faussée que Berlin c'est l'Allemagne et que ce qui se passe là-bas, en ce moment, n'est pas « informé », comme disent les philosophes, par tout un passé prussien. Le III^e Reich n'est pas créé *ex nihilo*. Il sera en très grande partie tributaire des génératrices germaniques.

Certes, tant mieux si en Allemagne comme en Italie, le libéralisme des principes de 89 est frappé à mort; tant mieux si communisme et socialisme sont vaincus! Il n'est pas bon que dans un grand pays les Juifs tiennent trop de leviers de commande, encore qu'un Hitler les leur ait enlevés un peu vivement. Ce n'est pas nous non plus qui critiquerons l'autodaté de livres « non allemands ». Laisser tout s'imprimer et se répandre équivalant à laisser pratiquer librement l'empoisonnement et l'assassinat. Et nulle part la corruption par l'imprimé ne s'étalait comme en Allemagne.

Oui, tout cela sont d'heureuses « réactions ». Ou plutôt, non, tout cela seraient d'heureuses réactions si elles ne se passaient pas dans une Allemagne prussifiée. Tout cela renforce cette prussification. Tout cela est mis au service d'un racisme allemand et d'une renaissance allemande qui menacent directement la paix du monde.

Moralité : si la révolution naziste réussit elle sera nuisible même à l'Allemagne qu'elle conduira au gouffre. Des choses bonnes théoriquement dans l'abstrait, rendues pratiquement regrettables parce que servant, dans le concret, à réaliser un désordre plus grand que celui qu'elles remplaceraient.

* * *

« Nous ne sommes ici ni pour Hitler, ni contre Hitler — écrit Léon Degrelle, l'animateur de Rex. Nous estimons simplement qu'il n'est plus possible d'ignorer cet homme, ses projets, son œuvre, la mentalité du peuple qui le suit. Nous avons apporté ici notre témoignage ». Personne, certes, ne veut ignorer Hitler et l'Allemagne hitlérienne. Nous regrettons toutefois que l'intéressant témoignage de *Soirées* soit trop limité. Pourquoi ne l'avoir pas intégré dans des vues historiques lui donnant sa signification exacte et sa vraie valeur ? Tel quel, il risque de donner le change... Les mêmes faits observés à Paris auraient une portée tout à fait différente pour l'Europe.

Hitler a cristallisé des forces et réuni des courants. On ne saurait assez s'appliquer à connaître leur importance réelle. Mais à ne pas souligner la menace qu'ils créent *parce qu'allemands*, à ne pas montrer les dangers qu'ils suscitent *parce qu'allemands*, à ne pas mettre en lumière la direction de ces forces et de ces courants, leurs lointaines origines et leurs buts certains, on court le danger de se tromper dans ses jugements comme dans ses sentiments.

Quand alors M. Hubert d'Ydewalle, qui fut du beau voyage, répond à la question « Aurons-nous la guerre ? », en commençant par dire : « Les Allemands ne sont pas méchants », nous sursautons... Plusieurs hommes politiques influents lui ont dit qu'ils ne voulaient de conflit à aucun prix. « Le peuple allemand est dégoûté de la guerre », paraît-il. Il revendique la liberté des armements... « pour une raison d'amour-propre ! Non, pas de guerre ! Mais « UN GESTE des autres nations pour calmer l'Europe ».

Quel geste, grands dieux ? L'agrandissement de l'Allemagne à l'est, à l'ouest, au sud. Des colonies. Une armée et une flotte. Puis, très vite, avec un outillage payé par l'étranger, la primauté industrielle et économique. Et puis?... La mission mondiale du peuple élu... Le salut du monde par le germanisme universel et intégral.

* * *

Du soi-disant catholicisme d'Hitler, né Autrichien et baptisé catholique, de ses déclarations « rassurantes » quant à la vie et aux institutions religieuses, de l'attitude de l'Eglise d'Allemagne, nous préférons ne rien dire. Notre ami, Mgr Louis Picard, en parle dans *Soirées*. Il a évidemment raison dans ce qu'il dit à part cette affirmation vraiment trop sommaire : « Le Chancelier et son collaborateur, von Papen, l'un et l'autre catholiques... Singulier catholicisme que celui d'un baptisé qui a professé et pratiqué les doctrines les moins orthodoxes et qui a affiché un anticatholicisme militant ! Il ne suffit tout de même pas à un chef de gouvernement de « considérer le christianisme comme un élément essentiel ou supérieur de la vie nationale » pour mériter le nom de catholique... Mgr Picard s'était montré autrement sévère pour Mussolini. Mais il y aurait bien d'autres considérations à faire. Il vaut mieux sans doute s'abstenir en un temps où l'opinion prévaut que la meilleure apologetique est celle qui se borne à souligner et à exalter sinon toutes les modalités de toutes les interventions de l'Eglise, tout au moins celles-là qui sont légitimes, louables ou heureuses, laissant aux historiens futurs, à quelque Pastor de l'avenir, le soin de juger librement tels agissements de telle Eglise particulière, ou telle tendance politique sous tel pontificat. Il reste cependant permis de penser qu'une apologetique qui se tait ainsi systématiquement sur ce qu'avec les meilleures intentions du monde, les hommes introduisent nécessairement d'humain, et donc d'imparfait, dans toute l'activité de l'Eglise, est maladroite et nuisible. N'est-ce pas un défi à l'intelligence que cette abdication pratique de tout esprit

critique, cette omission volontaire, cette véritable conspiration du silence qui prétendent ignorer, et faire ignorer, des faiblesses, des erreurs, des contradictions, des volte-faces, des fautes absolument naturelles ? Certes, il est difficile et dangereux de les dénoncer et de les juger. Tout au moins devrait-on toujours raisonner en en admettant la possibilité et ne pas s'appliquer à tout légitimer et à tout admirer en les excluant...

En ouvrant aux historiens les archives du Vatican, Léon XIII proclama que l'Eglise n'avait besoin que de la vérité. A mieux connaître les déficiences humaines de cette Eglise, le chrétien gagne de rendre davantage grâce à Dieu pour tout ce qu'il doit au Christ Jésus...

M. Charles Reibel, ancien ministre français, vient de rappeler un propos que lui tenait Foch en 1926, au lendemain de Thoiry, prélude de l'évacuation du Rhin : « La politique d'abandon est redoutable, disait Foch ; elle conduira très vite au réveil du nationalisme allemand. Je ne mets plus mon espoir que dans l'Allemagne et dans les fautes qu'elle commettra » !

Voilà qui rejoint le cri de Chesterton remerciant Dieu de son plus grand don aux hommes : la bêtise allemande !

Si la France a perdu la direction de la manœuvre, avait à sa tête un homme d'envergure, elle sèmerait sous les pas de l'Allemagne revancharde les occasions d'exercer cette bêtise qui rassure quelque peu Chesterton et sur laquelle Foch comptait.

Les deux sénateurs catholiques qui occupent la Tribune libre du *Soir* méritent les félicitations et la reconnaissance de leurs coreligionnaires belges. MM. Paul Crokaert et Cyrille Van Overbergh y mettent, sous les yeux des innombrables lecteurs du journal le plus répandu du pays, des articles remarquables et ils exercent, par là, la plus heureuse influence.

Dans un article d'hier, M. Paul Crokaert, traitant des élites, débutait par ces lignes :

Les tristes débats parlementaires de ces jours derniers ont révélé à beaucoup qui n'en étaient point encore persuadés que la composition de la Chambre pourrait être meilleure. Car on est injuste envers les institutions : elles ne sont point toujours aussi critiquables en soi qu'on le veut bien dire ; ce sont plutôt les hommes en qui elles s'incarnent qui manquent, en gros et parfois en détail, des vertus indispensables. Il a fallu des séances qui, à de certains moments, firent ressembler l'hémicycle parlementaire à un mauvais lieu et certains députés d'extrême-gauche à des lutteurs professionnels pour qu'on mesurât le degré de la déchéance.

Nous croyons qu'il faut être plus sévère pour les institutions. Ce sont elles, les grandes corruptrices des hommes. Lentement parfois, mais sûrement. La composition des Chambres n'a cessé de suivre une courbe descendante. Baisse fatale résultant du jeu même des institutions politiques. La démocratie politique travaille précisément à exclure les véritables élites. Le suffrage universel pur et simple conduit à des assemblées toujours moins... distinguées.

Il agonise d'ailleurs partout, ce régime de mort. De Vienne M. Joseph Barthelemy, membre de l'Institut, ancien député et juriste éminent, écrit :

Dois-je confesser qu'à Vienne ce parlementarisme auquel m'attachent tant de liens, m'a inspiré par moments quelques pensées mélancoliques ; il n'est plus, me disais-je, le système du peuple, il n'est plus le système des grands possédants, il n'est plus que le régime des petits satisfaits. Il a vécu un siècle en se donnant comme le continuateur de la Révolution. Il durera peut-être en France tant qu'il ne se conduira pas trop mal. Dans le reste du monde, l'opinion s'en détache progressivement.

« Tant qu'il ne se conduira pas trop mal ! » Mais le parlementarisme français est un des grands responsables de la guerre ! Un des grands coupables aussi dans les fautes de l'après-guerre.

Et si la France ne fait pas bientôt sa révolution nationale, si le peuple français ne se débarrasse pas en temps utile de son parlementarisme gangrené, la tentation sera aussi forte pour l'état-major de l'Allemagne hitlérienne qu'elle le fut pour celui de l'Allemagne impériale. La faiblesse affichée appelle l'abus de la force.

Ancien professeur de l'Institut Saint-Louis à Bruxelles, nous voulons joindre nos félicitations à celles que le septante-cinquième anniversaire de cette grande maison a suscité à travers le pays tout entier. Félicitations et souhaits de prospérité d'autant plus sincères que nous conservons à Saint-Louis une vive gratitude. La *Revue catholique des idées et des faits* y vit le jour et porta pendant plus de trois années, sur la couverture, l'adresse de l'Institut.

Dans le discours que S. Em. le cardinal Van Roey prononça aux fêtes jubilaires, il souligna « la preuve éclatante de la merveilleuse fécondité de la liberté d'enseignement » fournie par Saint-Louis. Sans aucun subside des pouvoirs publics, l'Institut ne cessa de se développer. Des dizaines de milliers de jeunes gens s'y formèrent pour la vie. On trouve ses « anciens » partout en Belgique. Demain, comme hier, les 2.000 élèves actuels iront faire fructifier dans toutes les professions et à tous les rangs sociaux, le capital qu'ils amassent en ce moment.

Quinze cents « anciens » firent la guerre; 237 moururent pour que vive la Patrie. Le patriotisme fut toujours à l'honneur à Saint-Louis et, dimanche dernier, la note patriotique résonna, haute et claire. Puissent certaines chimères à la mode et des folies plus dangereuses en Belgique que partout ailleurs, ne pas ternir une tradition aussi belle...

Un bon connaisseur de l'Allemagne, M. Pierre Lafue, vient de montrer, dans un excellent article de la *Revue universelle*, à quel point se trompèrent ceux qui crurent servir la paix européenne en imposant la démocratie politique à l'Allemagne vaincue. Et le malheur fut que l'on s'entêta dans l'erreur de 1919. Alors qu'il eût fallu restaurer des monarchies particularistes on soutint une république unificatrice. A la lettre, on créa la nation allemande. Hitler, opportuniste génial, cristallisa le nationalisme allemand. « L'unité du Reich est désormais assurée. Et il est inutile de dire dans quel esprit. En fait, ce n'est autre chose que la conquête définitive par la Prusse de l'Empire germanique tout entier. »

« La nation allemande est née, mais elle porte les insignes de la Prusse conquérante et militariste. Elle aura ses instincts, ses instruments, ses désirs et sa puissance. »

« Ainsi, l'idée démocratique que nous avons encouragée et soutenue outre-Rhin, depuis 1918, a produit tout le contraire de ce qu'on attendait d'elle. Elle a soulevé les masses, elle a créé la nation germanique, elle a écrasé toutes les résistances anti-unitaires et anti-prussiennes. Libre d'agir, elle a porté ses fruits naturels. Elle a été l'organe, le soutien, le ressort du pangermanisme intégral. »

« Il eût fallu de bonne heure se rendre compte de la fausseté de notre calcul dès qu'on aperçut que la démocratie exaltait en Allemagne le sentiment national, sans pour cela réussir, en contre-partie, à précipiter dans l'oubli le militarisme prussien. Il eût fallu comprendre qu'au contraire elle allait donner à la Prusse un Reich soumis, dévoué, ardent, que la Prusse traditionnelle n'aurait plus ensuite qu'à armer. »

« En démocratisant l'Allemagne, nous avons donc abouti simplement, d'abord à l'unifier, puis à lui ouvrir les voies vers l'achèvement. Nous ne l'avons ni affaibli, ni modérée, ni désarmée. Nous avons au contraire, de nos propres mains, jeté les bases de ce troisième Reich qui vivra à la discipline et à l'organisation de l'Empire bismarckien les passions de race des hommes de Francfort. Nous nous sommes singulièrement mépris sur les rôles respectifs des dynasties et de la démocratie en terre allemande. »

« Des milliers d'urnes de surcroît que nous avons imposées à l'Allemagne vaincue, est sorti, non la déesse de la paix, mais le dieu de la guerre. »

Cette Allemagne nouvelle, plus redoutable que celle d'avant-

guerre, va s'armer de pied en cap. Déjà elle insufflé à des millions de jeunes hommes l'enthousiasme militaire. Et quand ce troisième Reich estimera assez forte l'arme dont il disposera, il menacera de s'en servir...

Les Mac Donald et les Roosevelt, sans parler des Daladier et des Herriot, vont tenter encore de l'émousser, cette arme qui se forge sous nos yeux. Il y aura des discours, des messages solennels, des plans, peut-être même des concessions nouvelles, des promesses, des accords et des traités. Il est à craindre que tout cela ne sera que des mots, rien que des mots. Lisez le message du président Roosevelt, lisez le discours du chancelier Hitler au Reichstag : des mots...

L'Allemagne ne veut pas la guerre tout de suite évidemment. Ce qu'elle veut, c'est imposer sa volonté de puissance et appuyer cette volonté de menaces telles, non pas verbales mais réelles (le sabre!), que la crainte de la force allemande reconstituée fasse accepter ses revendications. Et plus on lui cèdera, plus elle exigera. Jusqu'à ce que...

Pourquoi, en réponse au discours d'Hitler au Reichstag, qui voulait adoucir l'éclat des bombes von Neurath et von Papen, pourquoi ne pas provoquer un engagement général et solennel de tous les voisins de l'Allemagne garantissant la sécurité allemande? Elle seule est menacée, s'est écrié Hitler. Que l'on démasque cette cynique hypocrisie — car Hitler sait mieux que quiconque, à quel point la Pologne, la France, la Tchécoslovaquie, pour ne parler ni du Danemark ou de la Belgique, redoutent de faire au moindre Allemand, la peine la plus légère — en jouant le grand jeu. Il ne doit pas être si difficile d'obliger Hitler à abattre ses cartes. Maintenant que la légende des deux Allemagnes est définitivement morte; que la fable des voix pacificatrices s'élevant plus nombreuses là-bas qu'ici, n'est plus qu'illusion aussi ridicule que grossière, reste-t-il autre chose qu'à imposer au prussianisme triomphant ce qu'il n'acceptera que s'il sent en face de lui une volonté supérieure à la sienne?...

Si on hésite, si on tergiverse, si on croit se sauver en gagnant du temps, on se réveillera bientôt aux éclats d'un : « Wir wollen... » auquel il ne sera plus possible que de répondre à coups de canon et de mitrailleuse parce qu'il sera lui-même accompagné de bombes et de grenades...

Voici le texte de Günther Grüdel, annoncé, la semaine dernière, et qui en dit long sur la mentalité de la jeune génération allemande :

1870 : La France saisit un prétexte futile pour faire la guerre à la Prusse-Allemagne devenue trop puissante à son gré. Complètement vaincue en quelques semaines, elle fut punie avec une indulgence possible seulement à cette époque. [...] L'occupation allemande cessa après deux ans et neuf mois, et, après ce traitement vraiment chevaleresque, la France n'eut rien de plus pressé que de jurer ouvertement une « REVANCHE » terrible et d'en préparer dès lors méthodiquement la réalisation.

1914 : L'Allemagne, dans une situation si brillante, surtout au point de vue économique, qu'elle n'a plus rien à gagner mais tout à perdre, est systématiquement (et non sans que sa politique incapable y ait volontairement aidé) poussée à bout et obligée, en désespoir de cause, de frapper le premier coup dans une guerre qui, de l'aveu même des hommes d'Etat ennemis, « s'est déchaînée » toute seule...

Et il paraît que, vaincue, l'Allemagne « donne une preuve de loyauté unique dans l'histoire et qui prend figure presque grotesque. Pourtant plus d'une décennie après la conclusion de la paix, la France utilise encore toutes les occasions qui s'offrent à elle d'humilier économiquement et politiquement cet adversaire dont la loyauté lui paraît incompréhensible. Et dans cette seconde décennie après la guerre, les dirigeants de cette nation dif « chevaleresque » peuvent, sans être sifflés, attiser la haine par des discours hystériques ».

Un prince de l'éloquence

Pierre-Antoine Berryer

(1790-1868)

Quelle joie j'ai ressentie, quand notre Président m'a procuré l'occasion, en me faisant parler ici (1), d'éprouver que les liens très chers, qui m'attachent au Barreau, sont restés effectifs! Bien qu'écarté depuis longtemps de la vie active du Palais, je n'ai cessé de garder le culte de la profession d'avocat, et la fierté de lui appartenir. C'est pour vous témoigner de ces sentiments que j'ai résolu de vous entretenir ce soir, d'un homme qui fut, je crois sans conteste, le plus grand avocat et le plus grand orateur du siècle dernier, et certainement l'un des plus nobles, des plus attachants caractères, qui aient jamais honoré notre profession. Evoquer, avec le respect qu'elle mérite, la belle figure de Berryer, il n'y a pas moyen, ce me semble, de mieux montrer à quel degré de gloire et d'honneur, cette profession d'avocat, pratiquée avec talent et avec grandeur d'âme, peut conduire un homme.

Oh! certes, il y avait aussi dans ce pays, et au sein de cet illustre Barreau de Bruxelles, de grandes mémoires à évoquer! Nul plus que moi n'a subi le prestige de ces grands avocats, que j'ai rencontrés ici dans ma jeunesse, et que nous saluons bien bas, quand ils passaient parmi nous : un Paul Janson, un Charles Graux, un Edmond Picard, un Woeste, un Beernaert, un Jules Le Jeune! Mais j'ai cru qu'il ne me convenait peut-être pas particulièrement à moi, qui n'ai point longtemps pratiqué la barre, de venir parler devant vous, devant vous surtout mes anciens, de ceux que vous connaissiez autant sinon mieux que moi, et dont le souvenir est encore vivant parmi nous.

* * *

Berryer, qui fut toujours au demeurant un parfait gentilhomme et de la meilleure compagnie, s'est glorifié dans l'un de ses discours d'être né plébéien. Il se... vantait un peu : descendant en droite ligne de Louis Berryer, comte de la Ferrière, conseiller d'Etat sous Louis XIV, et dont l'un des petits-fils mourut garde des sceaux de Louis XV! Mais la branche de notre orateur avait subi des revers de fortune. Son père était avocat au Parlement, et de grande distinction, quand quelque temps avant la réunion des Etats-Généraux de 1789, il épousa la fille d'un procureur aux conseils du Roi.

Peu de mois plus tard, une affaire l'ayant appelé en province, l'avocat écrivait à sa jeune femme demeurée à Paris, gardienne de bien chères espérances, un billet charmant, qui commençait ainsi : « Je t'envoie le premier billet doux que tu aies reçu de moi, et, je parierais, de ta vie! » et qui finissait par ces mots : « Je ne te dis rien pour le *petit*... Il est encore si inconnu! Cependant, conduis-toi envers lui, plus prudemment que si c'était une ombre! » Et quelques mois après, le 4 janvier 1790, le petit inconnu venait au monde, rue du Cloître-Saint-Merry, dans l'un des plus anciens quartiers de Paris. On le nomma Pierre-Antoine.

(1) Conférence prononcée à la tribune du Jeune Barreau de Bruxelles, le 3 mai 1933.

Janvier 1790 : l'orage révolutionnaire commençait à gronder. Deux ans plus tard, il était déchainé dans toute son horreur. En septembre 1792, ce sont les effroyables massacres aux Carmes et à l'Abbaye, puis à l'initiative de Danton, l'institution du tribunal révolutionnaire.

L'avocat Berryer, le père, était favorable aux idées nouvelles, mais il gémissait des horreurs terroristes et du despotisme de la Convention. Il cachait un émigré dans sa maison, et le jeune ménage ne craignait pas de s'exposer lui-même à l'échafaud pour lui arracher des victimes.

Un jour, la citoyenne Berryer osa se présenter devant l'atrocité Fouquier-Tinville, l'accusateur-public du tribunal révolutionnaire (à qui son mari avait rendu jadis je ne sais quel service), pour lui demander la grâce d'un accusé. Elle tenait son fils par la main, ayant calculé peut-être, que la vue de ces deux grâces réunies, de la femme et de l'enfant, attendriraient le monstre. Je ne sais si elles y réussirent. Mais Fouquier-Tinville, considérant avec un affreux sourire la jolie solliciteuse : « Sais-tu bien, citoyenne, lui dit-il, que ta tête serait charmante à voir rouler sur l'échafaud! » Et devant la femme et l'enfant terrorisés, Fouquier-Tinville, éclata de rire...

Si la tête de M^{me} Berryer put échapper au sort trop charmant que lui souhaitait l'honnête Fouquier, celle de son jeune frère, qu'elle chérissait tendrement, n'y échappa point, car il mourut sur l'échafaud révolutionnaire.

Quels souvenirs pour l'enfant! Et ces souvenirs, vous le verrez tout à l'heure, allaient inspirer quelque soixante ans plus tard la flamme vengeresse de l'éloquence de Berryer.

A sept ans — en 1797 — l'enfant est envoyé au collège de Juilly, dirigé par les prêtres de l'Oratoire, et qui à la faveur de la relative tolérance du Directoire, avait rouvert publiquement ses portes l'année précédente.

Berryer a gardé de son long séjour à Juilly, où il passa neuf ans, le plus reconnaissant souvenir. Il ne fut cependant au collège, ni le moins espiègle, ni le plus studieux des élèves, mais il en était, paraît-il le plus aimé pour sa franchise et la générosité de son cœur.

Jérôme Bonaparte, le plus jeune des frères de Napoléon, fut à Juilly le condisciple de Berryer. La présence de Jérôme valut au collège plusieurs visites du Premier Consul. L'une d'elles était restée profondément gravée dans la mémoire de Berryer, et il la rappelait un demi-siècle plus tard, dans un discours à la Chambre des députés, sous la monarchie de Juillet :

C'est un des nobles souvenirs de mes premières années, disait-il. Le vainqueur d'Italie vint à nos portes, à Dammartin, à une lieue de Juilly. Deux cent cinquante élèves rassemblés par douze ou quinze Pères de l'Oratoire furent au devant du Premier Consul. Je vis encore cette belle figure, ces longs cheveux blancs, cette longue robe noire du P. Lembois, qui s'approche de lui : « Général, les Maîtres qui ont formé Desaix, Casanoviça et Muiron, ont l'honneur

de vous présenter leurs élèves ». « Il sont en bonnes mains », dit le vainqueur d'Italie, et nous, qui savions sa gloire, il nous regardait, comme pour nous encourager à respecter les religieux qui nous avaient amenés auprès de lui (1).

Berryer termina ses études à Paris. L'éloquence le passionnait déjà. Sous l'Empire, il suivait chaque dimanche à Saint-Sulpice les conférences de M. de Frayssinon, et il pensait alors à entrer en religion pour devenir prédicateur. Il disait encore à la fin de sa vie : « Je crois vraiment, que c'était là ma vocation ». Au reste, où est l'orateur, qui au moins une fois, dans le cours de son existence, n'ait jeté un regard d'envie sur l'éloquence de la chaire, et sur les vastes et sublimes sujets qu'il lui est donné de traiter ? La vénérable sœur de Jules Le Jeune m'a dit souvent, que, lui aussi, avait exprimé quelquefois le même regret que Berryer...

Celui-ci, ne pouvant être prédicateur, fut avocat, comme son père. Mais il n'entra point dans la carrière pour se faire une fortune. Dédaigneux du profit, comme vous le verrez, il plaidera toujours pour l'honneur, pour la gloire, pour la satisfaction de sa conscience, mais surtout pour répondre aux appels de son âme généreuse. La profession sera pour lui comme un apostolat. Licencié en droit le 3 septembre 1811, il prêtait serment le 16 novembre suivant, devant la Cour impériale de Paris.

C'est à l'époque de ses débuts au Barreau que les sentiments impérialistes, qu'il avait nourris jusqu'alors, commencèrent à l'abandonner. Il nous l'a raconté lui-même, si magnifiquement, dans un discours prononcé à l'assemblée législative, sous la deuxième république, que je ne puis résister au désir de lui céder la parole. Il disait :

J'étais bien impérialiste à dix-huit ans. J'étais bien impérialiste à vingt ans encore. Oh ! la gloire de l'Empire ! Je suis sorti du collège au bruit du canon d'Iéna. Et quelle tête n'eût pas été enivré alors ? Mais j'avais un père, homme de labeur, homme de pauvreté, voulant m'inspirer le goût du travail. En 1811 ou 1812, il mit près de moi un ancien député aux Etats généraux : il donna commission à cet ancien député de me faire étudier, quoi ? Ce à quoi personne ne pensait dans le monde à cette époque : les procès-verbaux de l'Assemblée constituante. Je les ai étudiés pendant dix-huit mois, avec ce vieux M. Bonnemant... J'ai commencé alors à comprendre ; j'ai senti le despotisme, et il m'a été odieux ! Je n'ai pas attendu sa chute ; j'ai ici des amis d'enfance, ils savent, qu'avant la fin de l'Empire, je leur disais : « vous ne vous rendez pas compte de votre gouvernement : il est odieux, il est intolérable ! La gloire ne couvre pas cela ».

Et se tournant vers un de ses vieux collègues, qui faisait des signes d'assentiment : *Tu m'es témoin, s'écrie-t-il, avec une familiarité sublime.*

Et puis, continua-t-il, j'ai vu l'infidélité de la victoire, j'ai vu l'étranger amené par nos revers jusqu'ici (et il baissait la voix, tandis qu'il indiquait du doigt les lieux proches du palais Bourbon, où l'ennemi avait campé en 1814). J'ai vu tout un grand gouvernement, une immense puissance qui reposait sur un seul homme, disparaître, disparaître en un jour, parce que son épée était abattue... Oh ! alors j'ai compris que malheur aux nations dont l'existence, dont le gouvernement, dont la constitution a pour base, ou la mobilité des passions populaires, qui conduit aux hontes du Directoire, ou l'autorité immense du génie d'un grand homme, qui conduit à d'éclatants succès, mais aussi à d'affreux revers, à un anéantissement complet, à un effacement de tout ce qui constitue la société ! Faire reposer la destinée d'un peuple sur la tête d'un homme, c'est le plus grand de tous les crimes ! Ah ! j'ai compris alors la nécessité d'un prince !... J'ai été royaliste alors, royaliste de principe, royaliste national, royaliste (passez-moi le mot, ne riez pas, car vous blesseriez

par des rires le plus vrai, le plus profond, le plus sincère de mes sentiments) royaliste parce que je suis patriote, très bon patriote ! » (1).

J'ai tenu à vous citer cette superbe page, qui exprime beaucoup mieux que je n'aurais pu le faire, comment les événements de 1814 trouvèrent Berryer royaliste. Cette citation vous révèle en même temps que Berryer resta toujours en un certain sens un homme de 89, profondément attaché à la liberté politique et aux institutions parlementaires.

D'autre part, il parvenait à concilier en une large synthèse, et avec un sens politique remarquable, le légitimisme le plus absolu avec la souveraineté nationale. Il n'admettait point que le droit héréditaire du roi fût formellement subordonné au consentement de la nation ; mais d'autre part, il ne justifiait le droit du roi que par l'utilité nationale de la monarchie héréditaire et légitime. Là est la clef de toute sa vie politique. Il restera fidèle au principe monarchique, y sacrifiant toute ambition personnelle. Mais plaçant toujours l'intérêt national au premier plan, il ne souscrivait jamais à une politique d'aventures, capable de mener le pays à la guerre civile : en 1832, il s'opposera de toutes ses forces à l'équipée de la duchesse de Berry. Et il n'admettra jamais « l'émigration à l'intérieur ». Pour lui, quelle que fut son admirable fidélité à son prince légitime, l'amour de son pays passait avant tout.

« Oh ! M. Berryer, comme vous m'aimez ! » lui disait un jour le comte de Chambord exilé. « Pardon, Monseigneur, lui répondit Berryer, avec sa noble franchise, pardon, Monseigneur, ce n'est pas vous que j'aime : c'est la France. Et je souhaite votre grandeur, parce qu'elle doit faire le salut et la liberté de mon pays ! »

Royaliste, certes il l'était, mais avant tout généreux, toujours ennemi des passions violentes, de l'arbitraire, et des haines de partis ; toujours prêt à défendre les faibles et les persécutés. Au lendemain de Waterloo, il aida son père et Dupin, dans la défense du maréchal Ney. En 1816, il défendit les généraux Debelle et Cambonne. Nous ne voyons aujourd'hui que la gloire de pareilles défenses. Il fallait à cette époque, au royaliste qu'il était, beaucoup de courage et d'abnégation, pour défendre ces « complices » de Bonaparte, et de la criminelle aventure des cent-jours !

La loi électorale sous la Restauration fixait à quarante ans l'âge d'éligibilité des députés. Berryer ne put donc entrer à la Chambre qu'en 1830. Mais bien avant cette date, il se mêlait assez activement à la politique, et il entretenait des relations suivies avec les chefs royalistes du moment : avec Villele, avec Chateaubriand.

A peine eût-il atteint les quarante ans fatidiques, en janvier 1830, qu'une vacance s'étant produite au Parlement, il fut élu député.

Le roi Charles X, en le recevant après son élection, lui dit, avec sa grâce fanée de vieux gentilhomme : « Voilà longtemps que je le guettais, ces quarante ans ! » Hélas ! pauvre Charles X ! Il venait de contourner le pouvoir au prince de Polignac, et l'éloquence de Berryer arrivait trop tard.

Quand il parla pour la première fois devant la Chambre, il fit cependant sensation. « Quel beau talent ! » s'écriait-on de toutes parts. « Ne dites pas un talent ! Dites une puissance » répliqua Royer-Collard, l'orateur philosophe, dont les aphorismes tombaient, frappés en formules de médaille, avec une incomparable autorité sur ses collègues.

En juillet 1830, quand parurent les fatales ordonnances qui devaient entraîner la ruine de la monarchie, Berryer fut atterré. Mais la révolution accomplie, il ne crut pas que son honneur lui permit de renier la royauté vaincue. Cependant il resta député, pour défendre l'héritage, c'est-à-dire la France, en même temps que les droits de l'héritier légitime.

(1) Discours du 3 mai 1845.

(1) Discours du 16 juillet 1851.

Quand il prêta son premier serment à la monarchie de Juillet, il étendit les bras vers le Président, et de sa belle voix vibrante :

La force ne détruit pas le droit, dit-il. Mais quand la force domine dans un Etat, les particuliers ne peuvent que se soumettre, et les gens de bien doivent encore à la société le tribut de leurs efforts pour détourner de plus grands maux. Dans cette seule pensée, je me soumetts à prêter le serment.

Alors commencera une opposition ardente, quoique jamais mesquine ni haineuse, à la monarchie de Juillet. En toute occasion Berryer va mettre en lumière le vice congénital de ce régime, qui ne reposant pas sur le droit divin, ne pouvait davantage se réclamer, comme notre monarchie belge, de la volonté nationale, formellement exprimée.

Faut-il regretter, cependant, que l'admirable fidélité de Berryer l'ait empêché de jouer le rôle d'un homme d'Etat dirigeant? Je ne sais. Sans compter son admirable éloquence, il possédait sans doute d'éminentes qualités politiques : une compréhension très juste, et en avance sur son temps, des nécessités sociales; l'instinct des possibilités; un sentiment très haut de la grandeur nationale. Il n'était pas, sans doute, malgré sa haute intelligence un très grand penseur mais n'est-ce pas Richelieu qui a dit ce mot profond : que les grands esprits sont plus dangereux qu'utiles au maniement des affaires, parce qu'ils sont « abondants en pensées », mais « variables en leurs desseins »? Seulement Berryer manquait, je crois, du génie diplomatique, sans lequel un homme d'Etat n'est jamais complet.

Ce n'est pas, peut-être, que le génie oratoire, soit, comme le prétendait Bismarck, inconciliable avec le génie diplomatique. Mais les tendances, les goûts et les habitudes de l'un et de l'autre sont fort différents.

Il n'est pas de grand orateur qui n'aime à se livrer généreusement à son auditoire, à donner libre cours à l'expression de ses sentiments; il n'est pas de grand diplomate qui n'aime au contraire à cacher ses desseins, à donner le change à son interlocuteur. Et il est rare que le caractère d'un homme, que son goût naturel, le fasse se plaire à la manœuvre diplomatique, en même temps qu'à la persuasion oratoire.

L'orateur, quelque habile, quelque manœuvrier qu'il soit, ne peut viser qu'à présenter adroitement sa pensée sincère, dût-il parfois la couvrir d'un voile afin de ne la laisser que deviner. S'il cherche à tromper, il n'est plus orateur. Le diplomate ne doit pas tromper : mais il doit cacher sa pensée profonde. L'orateur, comme tel, doit la livrer généreusement.

C'était bien là, ce que faisait Berryer. Son éloquence était faite surtout de sincérité. Un jour, dans une affaire d'assises, qu'il avait plaidée avec tout son cœur, l'avocat-général, dans sa réplique avait mis les jurés en garde contre le prestige du talent de son adversaire. Berryer lui fit cette réponse sublime :

On parle de talent. Permettez-moi de repousser ces éloges. Non, il n'y a pas de talent. Je me connais bien. Je sais ce qu'il y a en moi! Je suis naturellement impressionnable, et quand je suis convaincu, je ne puis m'empêcher de parler avec chaleur. Or, seule la parole vraie est éloquent. Je ne vous dirai donc plus rien de ma conviction, puisqu'on m'accuse d'en faire un métier et d'en tirer éclat.

* * *

C'est sous la monarchie de Juillet et sous la deuxième république que Berryer prononça ses plus beaux discours. Il fut — personne, je crois, n'y a jamais contredit — le plus éloquent de tous les orateurs de cette époque, illustre entre toutes dans les fastes de l'éloquence. Car ces orateurs s'appelaient Guizot, Thiers, Lamartine, Chaix-d'Est-ANGE, Lacordaire, Montalembert!

Oui Berryer, dans ses grands moments, car il faut que nous fassions cette réserve, dépassait Montalembert lui-même, par sa sobriété puissante et son action oratoire qui était prodigieuse. Il montait à la tribune, nerveux et angoissé. Mais il s'y établissait en maître. Sa large poitrine, sanglée dans son légendaire habit bleu à boutons d'or semblait à défier l'attaque. Il redressait fièrement sa belle tête, au profil aquilin, aux lèvres rases, aux joues encadrées de deux courts favoris drus. Il débatait presque toujours lourdement. Mais peu à peu, par l'effet de sa parole, et sous la réaction de l'auditoire, son âme s'échauffait; et d'un grand coup d'aile, il transportait ses auditeurs sur les plus hauts sommets du pathétique. Alors ses yeux lançaient des flammes; sa tête superbe semblait s'illuminer sa diction parfaite, nuancée, musicale, passant de la douceur caressante aux éclats frémissants de la passion et aux accents dominateurs du génie, sa diction dans les grands moments se précipitait, se faisait haletante, et alors, chose étonnante, sur son front perlaient des gouttes de sang.

Dans ces moments-là, paraît-il, les respirations étaient suspendues; l'esprit et l'âme des auditeurs, soulevés, transportés au-dessus d'eux-mêmes, ne vivaient plus que sous l'emprise de cette parole incomparable.

Il ne semble pas, s'il faut en croire les témoins, qu'aucun autre orateur ait, depuis, possédé un pouvoir magnétique égal à celui-là; certainement pas Gambetta; pas même Jaurès, plus écrivain et plus lyrique, mais moins complètement, moins puissamment orateur. Et pour juger de la diction de Berryer, comme de la puissance unique de son action oratoire, contentons-nous de rappeler le témoignage de Royer Collard, qui le mettait au-dessus du Mirabeau lui-même, qu'il avait entendu « dans sa gloire » comme il disait; et ajoutons-y ce cri de la grande, de l'incomparable tragédienne Rachel, qui soupirait en l'entendant : « Ah! si je pouvais jouer, comme M. Berryer sait dire ! »

Sans doute, il y avait une grande part de dons physiques dans l'art de Berryer. C'est pourquoi on nous dit que la lecture de ses discours ne rend qu'une pâle image de la sensation irimaginable qu'ils produisaient. On va plus loin. Et parce qu'il était par excellence improvisateur et nullement écrivain, parce qu'il était extraordinairement inégal, parce que son langage souvent incorrect ne nous est parvenu qu'édulcoré par les comptes rendus; on ajoute qu'il eût fallu l'entendre, mais qu'il ne faut pas le lire.

La conclusion est excessive. Son plaidoyer de 1840 pour le prince Louis-Napoléon peut être lu d'un bout à l'autre comme un prodige d'habileté, d'audace, de mesure et de concision puissante. Et d'une façon générale, dans ses beaux moments, il surpasse tous ses illustres contemporains — même à la lecture — parce que nul autre n'atteint à la puissance de son coup d'aile, à sa sublime familiarité pathétique, au caractère direct, et jamais descriptif, de son éloquence. Ce contraste entre la simplicité des moyens et la grandeur de l'effet est, en tout genre, la loi de la beauté et la marque du génie.

Entendez-le d'abord protester, au mois de mars 1831, contre un projet de perpétuelle proscription à l'égard du vieux roi Charles X et de sa descendance :

Permettez-moi de vous le demander, Messieurs : qui sanctionnera cette loi? Le cousin de Charles X? L'oncle de la duchesse de Berry et du duc de Bordeaux? C'est un sacrifice de sentiments, qui ne peut être exigé, que dans la farouche asperité des mœurs républicaines! Allez, allez! je vous dis que les lois de bannissement de proscription ont toujours été de mauvaises garanties. A quoi ont servi, et les lois de la Convention, et le serment de haine à la royauté, et la déclaration du Sénat, et le traité de Fontainebleau, et l'acte additionnel des Cent-Jours? Qu'est-ce que tout cela a produit, que de signaler les haines du temps?...

Berryer n'était jamais plus éloquent que quand il défendait la monarchie tombée, son auguste et malheureuse cliente, sauf peut-être quand il était inspiré par le sentiment de la grandeur et de la gloire de sa patrie.

Écoutez ce court morceau que je m'en vais vous lire. Rappelez-vous toute l'horreur des souvenirs de la Convention, que Berryer avait recueillis dans sa famille et qui s'étaient gravés en lui dès ses premières années. Rappelez-vous l'exécration sans bornes qu'inspiraient aux légitimistes purs les horribles méfaits des temps révolutionnaires. Et jugez après cela de la sensation produite par les paroles suivantes, aussi vigoureuses que les plus éloquentes apostrophes d'un Danton ou d'un Mirabeau, mais combien plus émouvantes, combien plus belles!

Je sépare complètement de toutes nos querelles, complètement au fond de mon cœur et, toujours, tout ce qui est relatif à la situation de la France à l'égard de l'étranger. En tous temps, et sous tous les régimes, je crois que je n'aurais pas eu un autre sentiment. Et pour me montrer à vous, tel que Dieu m'a fait, si je disais ici toute la pensée, je rappellerais une époque d'horreurs et de crimes; une assemblée, vouée par ses actes intérieurs, à l'exécration des gens de bien; dont le souvenir soulève encore tout cœur d'homme: eh bien! je remercie la Convention d'avoir sauvé l'intégrité du territoire! (1).

Un frisson, nous dit-on, passa sur l'assemblée...

A peu près deux ans plus tard, une autre occasion fut donnée à Berryer de faire voir comme il savait vibrer à l'évocation des gloires de son pays, comme il savait gémir de ses abaissements.

Vous vous rappelez qu'en 1840, sous le second ministère de M. Thiers, la France, jouée par lord Palmerston, avait vu régler sans elle la question d'Orient, et le sort de son protégé le pacha d'Égypte, Méhémet Ali, par le traité du 15 juillet. Le 2 novembre un effroyable bombardement de la flotte anglaise détruisait Saint-Jean-d'Acre, possession du pacha, et les Anglais s'y installaient en maîtres.

Saint-Jean-d'Acre! C'était là que Bonaparte, pendant l'expédition d'Égypte, avait subi un échec humiliant, n'ayant pu faute de son artillerie, capturée par les Anglais, s'emparer de la petite place défendue par le commodore Sidney Smith. On avait été à deux doigts de la guerre. Mais Louis-Philippe, en cette occasion profondément sage, avait refusé de s'obstiner et s'était débarrassé de Thiers. Cependant des fautes incontestables avaient été commises et la France était sortie de l'aventure profondément humiliée. Berryer en souffrait sincèrement et il estimait (se rencontrant en cela, chose curieuse, avec les sentiments de notre reine Louise, fille de Louis-Philippe), que le roi des Français et Guizot, exagéraient maintenant l'humilité de l'attitude vis-à-vis de l'Angleterre.

Il prit la parole à la Chambre le 1^{er} décembre 1840. La veille même de ce jour la frégate qui ramenait de Sainte-Hélène les cendres de Napoléon, qu'on allait solennellement inhumer aux Invalides, avait mouillé devant Cherbourg.

« Il avait, écrit Emile Ollivier, disséqué la négociation, en dialecticien puissant et souple... Tout à coup il s'arrête, se tourne de côté, se penche comme pour mieux saisir le bruit lointain par lequel ses raisonnements sont interrompus, et d'un accent, où les indignations se mêlent aux larmes, il s'écrie :

Je l'entends ce canon de Saint-Jean-d'Acre! J'entends, au fond de la Méditerranée, le canon anglais, qui brise Saint-Jean-d'Acre devant lequel Napoléon s'était arrêté! Et vous allez entendre, aux rives d'une autre mer, un autre canon, qui vient vous annoncer l'arrivée des restes du prisonnier des Anglais! Est-ce qu'à ses funérailles, et dans sa tombe même, est-ce que vous ensevelirez, sans gémir, sans protester, l'influence, l'ascendant, qu'il vous avait conquis et que

vous gardiez encore? Quatre fois en dix ans le monde entier a vainement connu la volonté de la France. Quatre fois en dix ans, on a su que la France voulait sauver la Pologne, préserver la Belgique d'un démembrement, assurer son ascendant politique en Espagne; maintenir Méhémet-Ali! Quatre fois vous avez fait connaître au monde la volonté de la France, et quatre fois vous avez fait accuser la France ou d'impuissance ou d'inertie! Quatre fois en dix ans, Messieurs, c'est trop, trop!

A l'audition de tels accents, vous comprenez, Messieurs, que Emile Ollivier, qui s'y connaissait, ait proclamé ces lèvres « les plus éloquentes qui se soient ouvertes au XIX^e siècle ».

Pour faire saisir par comparaison le caractère original direct, et pathétique de l'éloquence de Berryer, écoutez comment Montalembert et lui ont exprimé la même idée, dans la même année 1847. Et d'abord le verbe mordant, les images vigoureuses, le style passionné, agressif, de Montalembert :

Seule parmi les grandes puissances, la France a cet avantage immense de ne pas compter sous ses lois un seul homme qui ne soit fier d'être Français, ou dont le rêve le plus ambitieux soit d'être autre chose que Français... Depuis la Flandre française jusqu'au pays basque, et je parle à dessein, vous le voyez, de pays qui ne sont pas d'origine française, depuis la Bretagne jusqu'à Strasbourg, il n'y a pas un valet de ferme qui ne désire rester Français et qui ne s'enorgueillisse de l'être. Nous n'avons pas d'Irlande, nous, chargée de nous faire expier trois siècles de confiscations et de spoliations; nous n'avons pas de Lombardie frémissante sous notre joug; nous n'avons pas de Galicie ni de Pologne qu'il faille de temps en temps tremper dans le sang pour assouplir ses membres enchaînés; nous n'avons rien de tout cela. Nous sommes 36 millions d'hommes qui aimons avec passion la domination de la France, qui voulons être ce que nous sommes. Eh bien! quand on est comme cela, non seulement on n'a rien à craindre, mais encore on n'a rien à désirer, rien à envier au monde!

Vous admirez cette superbe éloquence, Messieurs, et vous avez raison. Mais vous vous demandez s'il est possible, qu'un autre ait pu exprimer différemment et aussi bien, la même exaltation de l'unité française. Écoutez Berryer. Son expression familière et directe semble dédaigner d'exploiter l'image. En lui rien d'agressif, mais une superbe magnanimité pathétique :

Un contre quatre! Je ne fais pas de rodomontade, mais je dis : ce n'est pas dans l'action que cette position est mauvaise pour la France, c'est dans les négociations; c'est dans les conférences, c'est dans les souterrains des congrès diplomatiques, c'est dans ce que vous appelez le concert européen que cette position de la France, un contre quatre, est une trahison. Mais au grand jour, au soleil, c'est autre chose!... Ils ont, eux, leurs jalousies, leurs défiances, leurs rivalités; nous avons, nous, notre unité puissante, notre attachement au droit, la résolution de protéger tous ceux qui ont besoin que le droit les maintienne dans le monde. Nous avons cela pour notre force. Nous ne portons pas attachées à nos bras une Pologne ou une Irlande. Nous sommes libres. Nous n'avons pas même chez nous, grâce à notre caractère, grâce à ce qui forme les êtres sur le sol de la France, nous n'avons pas même l'embarras des partis. Je n'en connais pas, laissez-moi le dire, je n'en connais pas un seul où il y ait un homme assez confiable, assez peu digne d'être français, pour que, le jour où vous porterez noblement, fièrement, sincèrement devant l'Europe, la question de ces intérêts français, quand il s'agira de l'intégrité de notre influence et de nos droits, pour qu'il y ait un homme de parti qui conserve le ressentiment, je n'en connais d'assez haïssable nulle part!

C'est là du meilleur Démosthène, avec en plus l'émotion sympathique. C'est du Démosthène, parce que l'image et le sentiment

(1) Discours du 10 janvier 1839.

ne sont point matière à effet isolé, qu'ils font corps avec l'argumentation qui se poursuit sans arrêt et parce que l'image toute simple ne trahit aucune recherche d'effet déclamatoire.

Ces appels passionnés à la puissance de l'unité française n'eussent pas été sans inconvénients peut-être, dans la bouche d'un homme d'Etat dirigeant. Cependant Berryer ne manquait nullement de sens politique, et il le prouva, peu de mois avant la révolution de 1848, quand, à propos de l'extension du droit de suffrage réclamé par l'opposition, il se montra, lui l'homme d'extrême droite, singulièrement plus clairvoyant que Guizot. Il lui disait :

Vous pensez qu'il ne faut rien changer, qu'il y a un camp retranché dans lequel il faut vous maintenir... (mais) dans ces classes... exclues de toute participation aux droits politiques, que fermente-t-il? C'est l'histoire du genre humain dans toutes les sociétés : on monte de classe en classe; les sommets s'effacent et disparaissent, et les classes inférieures arrivent au sommet. La bourgeoisie, la classe moyenne a conquis la première place, elle a l'ascendant, elle domine. Mais derrière elle, voilà les classes inférieures qui la pressent, qui montent à leur tour, et qui montent avec l'intelligence; chez qui le sentiment du droit de concourir à la chose publique se développe chaque jour. Croyez-le, c'est un aversissement sincère que je vous donne... C'est quand on ne sait pas reculer soi-même les limites à temps, qu'elles sont renversées par des mouvements impétueux.

Voilà comment parlait Berryer en 1847, et, vous le savez, en février 1848, à cause de l'obstination de Guizot, trop longtemps soutenu par Louis-Philippe, les barrières étaient renversées, et les choses s'accomplissaient, comme Berryer les avait prédites...

Sous la république de 1848, il refuse de faire partie du gouvernement provisoire, mais avec Thiers, Molé, Odilon Barrot, Montalembert, il est l'un des chefs de la majorité conservatrice.

Au mois de juillet 1851, une proposition de révision de la Constitution républicaine vint au jour. Berryer ne pouvait dédaigner cette occasion de ramener la monarchie. Mais l'union des deux branches de la famille royale, qu'il avait appelée de tous ses vœux, n'avait pu se réaliser. Et il n'est resté de ce grand espoir qu'une révision de la Constitution dans un sens royaliste, qu'un magnifique discours de Berryer, le plus beau peut-être qu'il ait prononcé dans sa longue carrière.

Il répondait à Michel de Bourges, orateur éloquent et passionné, très écouté par la gauche, et qui, « quoique fort inégal à Berryer, n'était pas indigne d'être réfuté par lui. » Michel de Bourges avait vanté la République, issue, disait-il, des grands principes de 89; il avait exalté les « grands ancêtres » qu'il appelait « ces hommes superbes de 1793 », et il avait nommé la Révolution « l'Iliade de la nation française ».

Berryer lui répondit en des termes que vous allez juger :

Nous vous avons entendu accorder, et en quels termes! un hommage aux souvenirs les plus détestables des plus mauvais jours; à ces hommes dont le nom est attaché à des temps que le sens moral de l'humanité tout entière a maudits! Je ne crains pas d'exagérer ici le sentiment des hommes de bien, de vous-même! car, à travers la défense de la doctrine, des idées, vous en avez exprimé quelque répulsion.

Mais je peux dire que ces hommes, que vous avez appelés des hommes superbes, ont commis en quatorze mois, dans cette malheureuse France, plus de crimes que toutes les passions, toutes les ignorances, toutes les ambitions, toutes les perversités humaines n'en ont peut-être fait compter pendant quatorze siècles!

Et avec votre grande et vive imagination, vous qui êtes si puissamment, si profondément, si nerveusement impressionné, avez-vous songé aux autres?

Avez-vous pensé qu'il y avait ici des fils, des neveux, des proches des victimes? Avez-vous songé, que c'est à la nation, la plus impétueuse sans doute de la terre, mais aussi quand elle est dans le calme de sa vraie nature, la plus humaine, la plus loyale, la plus généreuse, avez-vous songé que c'est à cette nation, que vous avez dit, en parlant de ces temps horribles : Peuple, voilà ton Iliade?...

Ah! quel souvenir avez-vous donc d'une histoire bien récente, et quel orgueil vous anime de venir confondre... la République et 1789? Mais la République a brisé les principes des institutions de 89! Mais la République a égorgé les plus nobles défenseurs de la liberté de 89! Mais les plus illustres, et Thouret, et Bailly, et Chapelier et tant d'autres que je pourrais citer, qui ont fondé les institutions de 1789, ils sont tombés sur les échafauds de la République!...

Ah! j'oubliais que vous nous avez cité les paroles d'un grand génie. Napoléon à Sainte-Hélène, dites-vous, a appelé la République comme un progrès national de la société française. Non, non! Lui qui avait tant fait pour comprimer vos principes, pour assouplir et dompter les hommes que vous avez exaltés; quand cette œuvre qu'il avait étendue par delà les frontières de son empire a été brisée; quand ce hardi génie s'est vu solitaire en face de sa grande entreprise échouée; ah! c'est comme une menace, une menace vengeresse, qu'il a dit à l'Europe qui avait détruit son œuvre : « Tu seras républicaine, ou cosaque. »

Ne vous y trompez pas! Le mot de Napoléon c'est la malédiction d'un grand cœur étonné et contristé de sa chute. Il n'a pas d'autre sens...

Et Mirabeau, qu'on citait hier, cet immense tribun, cet homme qui avait tant ébranlé le pouvoir et les bases de la société française, et qui a épuisé les dernières forces de sa vie pour essayer de relever les ruines qu'il avait faites; quand ce géant s'est vu opprimé sous ces ruines et sous ses labeurs, il a poussé un cri de désespoir : « J'emporte le deuil de la monarchie : les factieux s'en disputeront les lambeaux!... »

Alors, au milieu des acclamations de l'Assemblée, le président Dupin s'écria : « C'est vraiment du Mirabeau ». Sur quoi, le comte de Falloux fit observer plus tard, que par cet éloge, c'était Mirabeau lui-même qui se trouvait flatté.

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851, mit fin à la carrière parlementaire de Berryer. Il reparaitra bien comme député de Marseille au corps législatif, à partir de 1863. Et il le restera jusqu'à sa mort en 1868. Mais tandis que Thiers, à cette époque, allait vivre la période la plus éclatante de sa carrière oratoire et parlementaire, Berryer, vieilli, ses ailes appesanties, ne jouera plus, malgré quelques splendides réveils de son talent, qu'un rôle secondaire et relativement effacé.

Délaissions donc la politique, pour dire quelques mots de l'avocat et de son caractère.

A ce caractère noble, désintéressé, généreux, loyal, tous les partis rendaient hommage. Berryer avait défendu Cambronne devant les juges de la Restauration; il défendra Chateaubriand, devant les juges de Louis-Philippe. Et vous le savez, quant après sa malheureuse tentative insurrectionnelle de Boulogne, Louis-Napoléon Bonaparte fut traduit devant la Cour des Pairs en 1840, c'est au légitimiste Berryer qu'il s'adressa pour le défendre. Vous connaissez sans doute l'audacieuse plaidoirie que Berryer prononça dans cette circonstance, et que nous avons vantée tout à l'heure.

Il voyait siéger devant lui tant de pairs, qui avaient prêté de si nombreux serments, qui s'étaient ralliés avec tant d'empressement à tous les régimes successifs, qu'il osa leur adresser, fort de sa fidélité personnelle, cette apostrophe cinglante :

Vous faites allusion à la faiblesse des moyens, à la pauvreté de l'entreprise, au ridicule de l'espérance du succès. Eh bien! si le succès fait tout, vous qui êtes des hommes, vous qui êtes même des premiers de l'Etat, qui êtes les membres d'un grand corps politique, je vous dirai : Il y a un arbitre inévitable, éternel, entre tout juge et tout accusé; avant de juger, devant cet Arbitre, et à la face du pays qui entendra vos arrêts, dites-vous, sans avoir égard à la faiblesse des moyens, le droit, les lois, la Constitution devant les yeux, la main sur la conscience, devant Dieu, devant le pays, devant nous qui vous connaissons, dites : S'il eût réussi, s'il eût triomphé, ce droit, je l'aurais nié; j'aurais refusé toute participation à ce pouvoir, je l'aurais méconnu, je l'aurais repoussé. Moi j'accepte cet arbitrage suprême, et quiconque devant Dieu, devant le pays, me dira : « S'il eût réussi, je l'aurais nié ce droit »! Celui-là, je l'accepte pour juge!... On veut vous faire juges, on veut vous faire prononcer une peine contre le neveu de l'empereur, mais qui êtes-vous donc? Comtes, barons, vous qui fûtes ministres, généraux, sénateurs, maréchaux, à qui devez-vous vos titres et vos honneurs? A votre capacité reconnue sans doute, mais ce n'est pas moins aux munificences de l'Empire, que vous devez de siéger aujourd'hui et d'être juges. Croyez-moi, il y a quelque chose de grave dans les considérations que je fais valoir... En présence des engagements qui vous sont imposés par les souvenirs de votre vie, des causes que vous avez servies, de vos serments, des bienfaits que vous avez reçus, je dis qu'une condamnation serait immorale. Et... il y a une logique inévitable et terrible dans l'intelligence des peuples, et quiconque dans le gouvernement des choses humaines a violé une seule loi morale, doit attendre le jour où le peuple les brisera toutes sur lui-même.

Douze ans plus tard, Louis-Napoléon devenu Napoléon III, confisquait les biens de la maison d'Orléans, déchu à son tour, Et c'était à Berryer, qui avait mené pendant dix-huit ans une opposition continuelle à la Monarchie de Juillet, que les princes d'Orléans s'adressaient pour la défense de leurs droits!

Quel hommage au caractère de l'homme! Mais quel hommage aussi rendu au caractère de l'avocat, qui, lorsqu'il est digne de ce titre, lorsqu'il en comprend la noblesse, ne connaît ni amis ni adversaires politiques, et qui, d'où qu'on l'appelle, sans avoir égard à ses intérêts ou à ses amitiés, se donne sans hésitation ni crainte, à la défense des droits outragés et au secours du malheur.

A la fin de sa carrière, Berryer défendra Jules Ferry, comme il défendra Dupanloup, Montalembert et la famille de Montmorency. Mais il défendait aussi les humbles et les ouvriers. En 1845, sous le régime censitaire, quand l'ouvrier ne votait pas, quand il n'y avait ni action socialiste, ni syndicats, il défendait en des termes, qui font autant d'honneur à sa clairvoyance qu'à son cœur, les compagnons charpentiers de la Seine, poursuivis pour fait de grève; et il affirmait le droit de ces « pauvres ouvriers », comme il disait, à améliorer leur sort :

Allez donc, Messieurs, disait-il, dans ces bouges affreux, où tant de misérables gémissent sans pain, sans habit, sans paillasse!... Ceux qui ont été victimes de leurs travaux; ceux qui sont infirmes, vieux, malades; les mères de famille sans ouvrage, les enfants déguenillés; toutes ces plaies, toutes ces larmes, tous ces désespoirs, vous les représentez-vous? Et ne voyez-vous pas qu'il soit urgent d'adoucir tant d'infortunes?

Oui, ces lignes font honneur à la clairvoyance de Berryer, mais bien plus encore à son cœur!

Sa bonté il la manifestait, simplement sans ostentation à l'égard des plus humbles; il était sans fiel, comme sans rancune à l'égard de tous. Son désintéressement était magnifique. Quand en 1840, il eût défendu le prince Louis-Napoléon, celui-ci lui fit parvenir en reconnaissance une somme de 20.000 francs. Berryer, qui n'était

pas riche, refusa tout honoraire et renvoya la somme au Prince sans en rien garder.

En 1836, il avait défendu, devant trois cours d'assises successivement, un père de famille nommé Dehors, accusé d'incendie volontaire. Il l'avait défendu pendant un an, avec un dévouement incomparable, et il avait fini par le faire acquitter.

Au lendemain de son acquittement, le pauvre Dehors était venu le trouver, accompagné de sa fille et de son fils, et suppliait son défenseur d'accepter une bourse de louis d'or et une liasse de billets de banque, en témoignage de reconnaissance.

Berryer accepta la liasse et la bourse. Mais il en fit deux parts; remit la première à la fille de Dehors, pour ajouter à sa dot, disait-il, et il remit la seconde au fils de Dehors pour réparer les infortunes qu'il avait subies pendant la captivité de son père. Puis, il s'enfuit dans une autre pièce, pour se dérober aux larmes de reconnaissance de cette malheureuse famille, et pour cacher à leur vue l'émotion qui l'étreignait lui-même.

Et ce trait de désintéressement se plaçait en 1836. Et la situation financière de Berryer était si délabrée à cette époque, que l'année précédente, il avait dû mettre en vente sa chère propriété d'Angerville et qu'il avait fallu une souscription discrète de ses amis pour lui permettre de la conserver!

D'accroître sa fortune personnelle, il n'eût jamais le souci. Un jour quelqu'un s'étonnait devant lui qu'il n'eût point profité de ses relations dans le monde des affaires pour s'enrichir. « Vous n'auriez-eu, lui disait-on, qu'à vous baisser ». « Oui, sans doute, répondit superbement Berryer, mais il aurait fallu me baisser! » Ce mot magnifique rappela à mon souvenir, celui non moins beau d'un des nôtres, dont le désintéressement ne le cédait en rien à celui de Berryer, j'ai nommé Charles Woeste. On lit de lui, dans le second tome de ses *Mémoires*, ce mot, digne d'être gravé sur son tombeau, parce qu'il dépeint à merveille son caractère d'acier : « Le secret de ma force, c'est que je me suis tenu debout! » On croirait entendre l'un de ces mots fameux de l'antiquité, qu'on se passe avec admiration d'âge en âge...

Berryer, le plus indépendant et le plus fier des hommes, en était aussi le moins ambitieux de titres et d'honneurs, le plus simple, le plus modeste, le plus affable, le plus cordial.

Je garde précieusement quelques lettres, que vers la fin de sa vie, il écrivait à mon grand-père, son cadet de trente ans, et qu'il terminait invariablement, par l'assurance de ses respects, se disant son humble et obéissant serviteur, en gentilhomme d'ancien régime, dont il avait toutes les délicatesses et la politique exquise.

L'une de ces lettres datée de 1867 m'est particulièrement chère : il y promet de prier pour l'âme de ma grand-mère, qui venait de mourir presque à la fleur de l'âge, et il a une pensée, qui me touche encore, pour les deux petites orphelines, qu'il ne connaît pas, mais qu'il devine en pleurs. Et je ne sais si vous me trouverez puéril, mais que le grand Berryer, cet homme d'un autre siècle, se soit penché sur le grand chagrin de l'enfance de ma pauvre mère, me le fait sentir à moi, malgré l'éloignement des temps, tout près de mon cœur.

Le noble vieillard lui-même allait bientôt mourir. Il était resté jusqu'au bout fidèle à la royauté, fidèle à son idéal de liberté, fidèle à toutes ses convictions, fidèle à sa foi religieuse, fidèle à ses amitiés, fidèle à sa gloire. Cette gloire auréolait ses cheveux blancs, tandis qu'il descendait d'un pas de plus en plus appesanti vers la tombe.

Le respect unanime dont il était entouré, en France et, je puis le dire, en Europe, se faisait de plus en plus profond. Il s'y mêlait je ne sais quoi d'affectueux et d'attendri, que ni le génie, ni la gloire, ni le grand âge même, sans la bonté, ne sauraient obtenir.

Le 4 janvier 1868, il eût soixante-dix-huit ans. Il écrivit ce jour-là

dans son carnet : « Les richesses du cœur sont les seules qui m'attachent encore à l'existence. » Il souffrait déjà de la tumeur interne qui allait l'emporter. Son mal, de mois en mois, progressa sans espoir. En octobre, il fit, au bras d'une religieuse garde-malade, sa dernière promenade jusqu'à la place de la Concorde. Là, s'arrêtant pour reprendre haleine, et jetant les yeux sur le merveilleux ensemble qui s'offrait à ses regards : *O ma sœur, dit-il, tous mes rêves sont finis... Si vous saviez pourtant quels beaux rêves j'avais faits pour la France!* »

Alité au début de novembre, il disait au P. de Ponlevoy, son confesseur : « La maladie est vraiment un don de Dieu, parce qu'elle rapproche les cœurs, et surtout parce qu'elle nous rapproche de Lui. » Et il fit placer devant son lit un grand Crucifix, afin de l'avoir toujours sous les yeux. Il reçut l'extrême-onction et le viatique, et comme le prêtre lui montrant l'hostie, lui demandait : « Reconnaissez-vous votre Dieu? » « Oui, c'est bien Lui, dit-il... toujours le même, toujours constant, même quand nous ne sommes pas fidèles... C'est Lui, qui reste seul quand tout passe... »

Brusquement, il déclara qu'il veut aller mourir à son cher Angerville... On se récria... On hésita... Mais il est perdu sans espoir... « Laissons-lui cette joie suprême », conclut le D^r Nélaton.

Mais avant de partir, en pleine nuit, sous l'œil stupéfait de la religieuse qui le veille il se lève, et à la lueur d'une lampe, il écrit au comte de Chambord sa touchante lettre d'adieu : le « plus beau cri de l'âme qu'un homme public ait poussé dans ce siècle », disait Montalembert :

O Monseigneur! ô mon Roi? On me dit que je touche à ma dernière heure.

Je meurs avec la douleur de n'avoir pas vu le triomphe de vos droits héréditaires, consacrant le développement des libertés dont la France a besoin.

Je porte ces vœux au ciel pour Votre Majesté, pour S. M. la Reine, pour notre chère France.

Pour qu'ils soient moins indignes d'être exaucés par Dieu, je quitte la vie, armé de tous les secours de notre sainte religion.

Adieu, Sire, que Dieu vous protège et sauve la France!

Le départ pour Angerville fut dramatique. La foule rangée devant la demeure de Berryer, rue des Petits-Carmes, le vit apparaître comme un spectre, appuyé sur une canne, vêtu d'une longue pèlerine noire. Très ému, mais se raidissant contre la souffrance, il souriait encore à la foule qui se découvrait silencieusement devant lui, comme s'il menait son propre deuil.

Il monta dans sa petite voiture; la jeune religieuse qui le soignait s'assit près de lui. « Je n'oublierai jamais, a dit un témoin, cette vision de la foi dans un jeune visage gardant la gloire. »

Il arrive presque mourant à Angerville. Il entre dans le salon du château; son regard se porte avec une indicible émotion sur les portraits de ses parents, qu'il avait tant aimés; et d'un accent qui fit fondre en larmes les assistants : « Mon père! ma mère! » dit-il en tendant les bras vers ces chères images, et, alors avant qu'on ait pu le retenir, le pauvre vieillard tomba lourdement devant le portrait de son père. Comme on s'empresse : « Laissez-moi, dit-il, je suis si bien ici. »

Transporté cependant dans sa chambre, il allait bientôt mourir. La nuit venait peu à peu. La lumière vacillante luttait encore contre les ténèbres. Tantôt on l'entendait crier : « Mon Dieu, recevez mon âme! » Tantôt égaré, il se soulevait haletant : « Rendez-moi mes écritures! Vous allez déshonorer cette malheureuse famille! Vous allez la déshonorer! » Et il retombait épuisé sur sa couche.

Le sentiment de la misère humaine à défendre devait ainsi le suivre jusqu'à la fin.

Le 28 novembre il entra en agonie. Le lendemain, à 4 heures du

matin, on le vit porter la main jusqu'à son front; ses lèvres s'agitèrent, pour exhaler, avec son dernier soupir, une parole qui ne devait plus être entendue que de Dieu. Puis ce fut le silence, et le majestueux repos, sous la pâle lueur des cierges...

* * *

Quand on apprit sa mort, une grande émotion étreignit la France. Du monde entier s'élevèrent des hommages, qui saluaient la gloire de l'orateur et la beauté de son caractère, un des plus nobles dont s'honore l'humanité.

Ce génie honnête, écrivait Montalembert, cette majesté souriante, ce roi de la parole, ce Français accompli, comme il ne s'en est pas vu depuis Henri IV, après soixante ans de combats et de labeurs, meurt debout et intrépide comme au jour de ses plus éblouissantes batailles. Sublime et consolant rayon de lumière que nous a légué la souveraine majesté de cette mort!

Hélas! Messieurs, que reste-t-il de lui? quelques accents incomparables, mais que jamais on ne pourra ressusciter dans leur spontanéité brûlante, ni avec l'action prodigieuse qui en décuplait la puissance. Et puis un nom, symbole de génie oratoire, de fidélité, de patriotisme et d'honneur.

Je me trompe, il reste mieux que cela : il reste son exemple et les leçons de sa vie. Oui, Messieurs, ce n'est pas sans raison que nous l'exaltons aujourd'hui. Ne vivons-nous pas, en effet, dans un monde où la tyrannie de l'argent se fait sentir plus lourdement peut-être qu'à toute autre époque de l'histoire? Et d'autant plus lourdement, vous le savez bien, que la propriété individuelle, familiale, patrimoniale, est plus frappée, plus diminuée, plus combattue, plus dépouillée de ses droits et de sa légitime influence. Ne vivons-nous pas dans un monde où pour un trop grand nombre de nos contemporains la carrière d'un homme a pour mesure la fortune ou les honneurs qu'il a su conquérir? Eh bien! dans un tel monde, où l'argent est puissant, considéré, les honneurs convoités; où ils sont pour tant d'hommes le but final de leurs efforts, il est salutaire de faire voir que les carrières les plus glorieuses, les seules glorieuses, sont celles qui n'ont jamais visé ces profits matériels, même quand elles les ont obtenus par surcroît. L'exemple de Berryer nous enseigne à nous en affranchir. Il nous rappelle que, ne pouvant nous rendre maîtres de tous les biens de ce monde par la possession, nous le pouvons toujours, et supérieurement, par le dédain.

Non, Messieurs, et c'est là une vérité bien consolante, la gloire ne couronne point les efforts d'une vie tendue vers la richesse ou vers les honneurs. Mais la gloire se lève sur la tombe de ceux qui ont consacré leurs talents et leurs labeurs au service de quelque grande et noble cause! Et quelle noble cause Berryer n'a-t-il pas défendue! Mais il les a toutes défendues! Et la légitimité royale et les classes populaires; et la grandeur nationale et la liberté politique; et les droits de la justice et ceux de la conscience religieuse; et les droits de tous les vaincus et surtout les droits sacrés du malheur! Il en a tant défendu, de nobles causes, qu'on se demande, si, emporté par la générosité de son cœur, il n'en a pas défendues parfois qui étaient inconciliables entre elles! Non, Messieurs, non. L'unité magnifique de cette belle vie, c'est de n'avoir au fond, sous des formes différentes, défendu jamais qu'une seule cause, celle de la Justice et du Droit. Car le droit est vaste comme le monde, et ce n'est pas à vous, Messieurs, qu'il faut l'apprendre.

Berryer respectait d'abord profondément les lois, parce qu'elles sont les interprètes ordinaires du droit dans les sociétés. Il ressentait aussi profondément la majesté de la justice humaine, de ce sacerdoce, dont, en toutes circonstances, il proclamait le bienfait

social, défendait la grandeur et l'indépendance. Mais il savait aussi que le droit déborde infiniment le domaine des lois; qu'il les domine, de toute la hauteur dont le ciel est élevé au-dessus de la terre. Il savait que les lois humaines, et surtout les lois politiques, ne sont jamais qu'un décalque affaibli, incomplet, et trop souvent infidèle, de ce droit immortel, dont la lumière pénètre au fond des consciences, dont l'amour brûle inextinguible dans tous les nobles cœurs. Oui, Berryer saluait le droit et le défendait, partout où il en constatait la présence. Mais comme tous les cœurs généreux, comme toutes les âmes éprises d'idéal, il l'apercevait ce droit, plus pur, plus respectable, plus digne d'enflammer son dévouement, quand il le voyait dépouillé des attributs du pouvoir et des sanctions de la force; quand il le voyait revêtu du manteau de la misère; ou bien déchu, dépossédé, persécuté, briller alors de tout son pur éclat.

Et c'est pourquoi, s'il a existé dans le monde de l'action, comme dans celui de la pensée, des hommes plus grands et plus puissants que lui, il n'en fut jamais de plus nobles; il n'en fut jamais, pour qui notre admiration puisse être plus pure. Non, il n'a ni bouleversé le monde, ni sauvé, ni agrandi, ni enrichi sa patrie; ni réussi même à modifier les institutions de son pays, conformément à son idéal: c'est vrai. Mais, s'il n'a pas fait tout cela, il a ennobli sa patrie, autant qu'il peut être donné à un homme public de le faire; comme il a ennobli aussi, comme il a illustré, comme il a grandi, la noble et illustre profession qu'il avait embrassée! Et tous ici, mes chers confrères, qui que nous soyons, nous lui devons une part de l'honneur de cette robe...

Quand il paraissait dans les assemblées, il élevait leur niveau moral. Sa parole y faisait passer un grand souffle de générosité, tandis que ses auditeurs frissonnaient, sous les accents de la sublime éloquence qui venait de son âme. Devant son fier et loyal regard, toutes les bassesses renaissaient en elles-mêmes, comme si elles rougissaient de se faire voir; et les haines, quelles qu'elles fussent, se sentaient odieuses, en face de cette généreuse magnanimité. La pierre qui recouvre sa tombe, n'a pas scellé toute entière sa bienfaisante action: ni ses exemples, ni la leçon de sa vie. Et nous, qui après tant d'années évoquons sa mémoire, l'admiration qu'il nous inspire nous exalte encore. C'est là le meilleur de sa gloire, c'est là son plus grand honneur. C'est d'avoir à jamais commandé l'admiration, et qu'il ne soit pas possible de l'admirer, sans se hausser soi-même au culte des grands sentiments humains, des nobles vertus généreuses, dont il fut un impérissable et si parfait modèle.

HENRI GOFFINET.

Walther Rathenau⁽¹⁾

LE CHEMIN DE L'ESPRIT

« Je commencerai par reconnaître que je suis Juif », tels sont les premiers mots de son *Ecoule Israël*, la première œuvre de lui offerte au public dans le *Zukunft* du 6 mars 1897 (il avait alors vingt-neuf ans). La phrase sonne lourde d'amertume et de fatalité comme le thème initial d'une symphonie tragique; car le judaïsme de Rathenau fut sa perte. Puis, dans un style frémissant, écorché, il s'efforce d'exposer clairement le problème juif. Pour s'en faire une idée, on peut, dit-il: « traverser le Tiergarten un dimanche à midi, ou bien contempler un soir le foyer d'un théâtre. Etrange spectacle! Au sein du monde allemand, vit une race étrangère et isolée. Des hommes vêtus d'une façon voyante et aux gestes vifs et ardents. Un clan asiatique dans les sables de la plaine prussienne... Etroitement unis, entre eux, et séparés du reste du monde, ils vivent, à demi-volontairement dans un invisible ghetto. Ils ne constituent pas un membre vivant de la nation, mais demeurent dans son corps comme un organisme étranger... » « Cependant, je sais », crie-t-il ensuite à ses coreligionnaires, « qu'il en est parmi vous qu'humilie et peine cette situation d'étranger, de demi-concitoyen, et qui aspirent, dans l'atmosphère confinée du ghetto, à l'air libre des forêts allemandes. C'est à eux que je parle. » Ce cri n'est pas un effet oratoire, c'est un appel au secours, du fond de sa détresse; la vie de Rathenau l'a prouvé. Lui, Juif, était de cœur, dès l'origine, du parti de ses adversaires. « Le résumé de l'histoire du monde, de l'histoire de l'humanité, dit-il dans un de ses aphorismes, est la tragédie des races aryennes. Un peuple blond superbe naît dans le Nord. Son envahissante fécondité s'écoule flot par flot vers le Sud. Chaque migration est une conquête, chaque conquête fertilise les mœurs et la civilisation. Mais un jour le Sud triomphe: une religion orientale s'installe dans les pays du Nord. Ceux-ci se défendent en défendant leur vieille morale du courage. Enfin, le pire danger: la civilisation industrielle conquiert le monde; avec elle s'installent les pouvoirs de la peur, de l'intelligence et de la ruse incarnés dans la démocratie et le capital... » *La tragédie des races aryennes...*, écrit-il, et non pas *de la race juive*! Tel était le sentiment de Rathenau à l'égard de la question juive; et c'est pourquoi aucune des évasions courantes ne pouvait le contenter: ni la libération de toutes entraves sociales, ni la conversion des Juifs au christianisme, ni le sionisme. Que cessent le boycottage mondain et la relégation à la qualité de « citoyens de deuxième classe », cela serait certes juste et utile, mais cela ne suffirait pas à dénouer le lien tragique. Alors, que doit-il se passer? demande-t-il dans *Ecoule Israël*, et il répond: « Un événement sans précédent historique: l'effort conscient d'une race pour s'adapter à des conditions étrangères. Adaptation, non pas dans le sens du mimétisme darwinien selon lequel certains insectes parviennent à adopter la couleur de leur entourage, mais une assimilation telle que les qualités raciales, bonnes ou mauvaises, qui provoquent l'hostilité de leurs concitoyens disparaissent et soient remplacées par d'autres... Le but n'est pas, pour les Juifs de devenir des copies d'Allemands, mais des Juifs de formation intime allemande. » Cette théorie, il devait la reprendre plus tard, à une époque où il avait cessé d'attribuer un sens si profond aux différences de races, pour ne plus reconnaître que des différences de tempérament: celles qui séparent les hommes gouvernés par la peur et les hommes gouvernés par le courage.

(1) Extrait d'un volume qui paraîtra prochainement sous ce titre, chez Bernard Grasset, à Paris.

ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

- I. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg 17 belgas
- II. — Pour le Congo belge 22 belgas
- III. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger, Oubangui-Chari, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes, Brésil, Egypte, Mexique, Equateur. 25 belgas
- IV. — Pour tous les autres pays 28 belgas.

Durant la guerre, il écrivit à un ami raciste : « Je suis convaincu que la foi, la langue, l'histoire et la culture dominent de beaucoup le problème physiologique des mélanges de sang et l'aplanissent ». Et quelques mois plus tard, toujours au même ami : « Tu dis parfois « ma race » et « ta race ». Je sais que ce n'est là qu'une formule, mais je voudrais préciser quelque chose à ce propos : « Ma race » ce sont les Allemands, personne d'autre. Les Juifs représentent pour moi une race allemande, au même titre que les Saxons, les Bavares, ou les Souabes... Pour moi, ce qui décide de l'appartenance à un peuple, une nation, c'est uniquement le cœur, l'esprit, le caractère et l'âme. A ce point de vue, je place les Juifs entre les Saxons et les Souabes. Ils me sont moins proches que les gens de Prusse ou du Holstein, mais peut-être plus que ceux de Silésie ou de Lorraine. Je ne parle évidemment ici que des Juifs allemands ». « L'effort conscient d'adaptation à l'Allemagne » se résoud donc à une affaire de volonté et de persévérance. Cette conviction s'affermirait d'année en année dans la pensée de Rathenau, elle lui procura l'appui le plus sûr contre les fantômes de l'inquiétude qu'il sentait en lui. Et c'est selon cette direction qu'il modela sa propre personnalité. Son admiration pour l'idéal des Junkers, son goût pour l'art prussien du XVIII^e siècle qu'il a prouvé par l'acquisition et la restauration du petit château de Freinwalde, sa prédilection pour la nudité du style « 1813 », en un mot, son *germanisme*, découlait, au moins en partie, de cette adaptation consciente au peuple qu'il considérait passionnément comme le sien. C'est pourquoi ses goûts paraissaient aux uns affectés, aux autres superficiellement romantiques, alors que bien peu savaient y reconnaître le besoin intime et impérieux d'où ils étaient nés. Ses ennemis nièrent avant tout sa sincérité et se servirent du doute qu'ils jetaient sur ses sentiments allemands pour le perdre dans bien des cœurs, jusqu'à ce que le parti raciste, dont au fond il partageait l'idéal, l'assassinât. Cette destinée tragique est inscrite déjà dans les phrases citées de l'essai *Ecoule Israël*.

Le second fruit, déjà mûr, des efforts de Rathenau pour atteindre à une vue claire de l'univers est l'autre essai paru en 1901, dans le *Zukunft* de Harden et intitulé : *Physiologie des affaires*, un petit ouvrage qui se rapproche beaucoup par l'esprit et la forme de ceux des moralistes français, spirituel, frappant, ouvrant sur le monde extérieur et sur le monde intérieur des perspectives si justes que quelques-unes de ses formules paraissent déjà classiques :

Connaître les besoins et les créer est le secret de tout commerce.

Une entreprise doit organiser son domaine comme une toile d'araignée : de chaque point une ligne droite et accessible doit conduire au centre.

Une affaire commerciale doit être une monarchie. Les associations travaillent rarement mal, mais jamais très bien.

Être collègues, c'est être ennemis.

Mets-toi constamment à la place de ton adversaire. Propose ce que toi-même, dans sa situation, tu accepterais, et considère dans toute parole qu'on te dit l'intérêt qui s'y cache. Ne pense pas seulement selon ton point de vue, mais aussi selon celui des autres.

Entre hommes intelligents, qui se connaissent et ont l'expérience des affaires, il suffit de peu de mots pour décider de choses importantes. Un auditeur non prévenu comprendrait à peine le rapport qu'ont ces mots avec l'affaire en question, et ne reconnaîtrait pas toujours s'ils traduisent un refus ou un accord.

Si l'on considère l'influence d'une promenade, d'un déjeuner, d'un salut ou d'un bâillement sur l'origine et le destin des grosses entreprises, on se demande si c'est de la force ou de la faiblesse humaine qu'il faut s'émerveiller.

Je me moque de ce que l'on nomme les « grandes idées ». Elles courent les rues. Ce sont des vagabondes qui affluent aux heures de rêverie, de digestion ou de loisirs. Et c'est bien là leur place et leur

moment... J'imagine un roi de l'industrie lisant dans sa biographie comment on explique, proclame et glorifie les grandes « idées » de sa vie. Comme il doit rire du chroniqueur naïf ! car la grande idée n'était, lorsqu'il la saisit, qu'une platitude dix fois piétinée, un truisme, un lieu commun pour tous les gens sensés : ce qui lui manquait c'était l'homme, la volonté, le travail, la persévérance. Et s'il y fallait du génie, ce n'était que le génie de l'obstination et de la persuasion.

Je hais les pensées spirituelles et je me méfie des images brillantes et paradoxales.

Si tu rencontres des hommes qui s'adaptent avec succès dans une entreprise, ce sont des Germains ou des Anglo-Saxons. De toutes les supériorités ethniques, celle-là me paraît la plus importante. Les Juifs ne sont jamais des fonctionnaires. Même dans les situations les moins importantes, ils sont patrons ou commerçants indépendants.

Un jeune homme de bonne famille me vantait ses capacités et me demandait ce qu'il pourrait gagner dans une profession commerciale, attendu qu'il ne travaillait que cinq heures par jour. Je lui répondis que dans les affaires on ne rémunère que la septième heure et au delà, et lui conseillai de servir l'Etat.

Les aphorismes suivants formulent un point de vue décisif pour la future évolution des idées de Rathenau :

Ploutocratie. Il n'est rien de plus déprimant que de reconnaître que nous sommes tombés sans espoir de nous en sauver dans la ploutocratie. Trois ou quatre Etats germaniques lui résistent encore ; pour combien de temps ?

Avenir. Je vois les dominateurs des temps futurs et leurs enfants. Des hommes affreux avec des grosses têtes et des yeux perçants, des hommes assis, qui comptent, calculent, conseillent. Chaque mot : un fait, chaque regard : un jugement, chaque pensée dirigée sur « ce qui est ». Ils auront peut-être plus de culture que leurs frères d'aujourd'hui et probablement moins de santé. Et leur descendance ! L'esprit et la force ne s'héritent pas. Une foule morne, aux nerfs faibles, malade, blasée, de mauvaise humeur et sans volonté. Ils vivront comme un dragon sur le trésor qu'on leur a transmis trop paresseux pour l'agrandir, et trop faible pour le conserver. Et les meilleurs d'entre eux, ceux qui mériteront la gratitude des esprits sains seront les joueurs, les prodiges, ceux qui par leurs passions restitueront au monde une partie de ce qui lui appartient. Le spectre de l'or approche inexorablement.

LE CHEMIN DE L'ABIME

« Trois cents hommes qui tous se connaissent », écrit Rathenau au cours d'un article paru dans le numéro de Noël 1909, de la *Neue Freie Presse*, « dirigent le destin économique du monde ». Il était l'un de ces trois cents. Il appartenait, en qualité de membre du conseil d'administration ou de directeur, à quatre-vingt-quatre grandes entreprises. Au cœur de son activité, il faut placer l'A. E. G., qui constituait alors en Europe, ainsi qu'il l'écrivit en 1907, « incontestablement la plus grande association d'unités économiques sous un contrôle et une organisation centralisés ». Elle grandit d'année en année sous la direction entreprenante et sûre d'Emil Rathenau, étendant ses innombrables filiales non seulement en Allemagne, mais aussi en Angleterre, en Espagne, en Italie, en Russie, en Suisse et en Amérique du Sud. Walther Rathenau était la main droite de son père à l'A. E. G., mais par ailleurs, il joua un rôle de premier plan dans la fondation et la direction de nombreuses autres entreprises : travaux électrochimiques qui mettaient en œuvre ses propres inventions et brevets, entreprises de transports urbains, constructions automobiles, filature de coton, mines et aciéries du prince Donnersmarck qui

l'avait appelé à leurs conseils d'administration. D'après un document que je dois à la complaisance de son secrétaire Hugo Geitner, on voit qu'il menait de front, au cours d'une même année, la direction de quatre-vingt-six entreprises allemandes, et vingt et une entreprises étrangères : six en Italie, six en Suisse, deux en Amérique du Sud et les autres en Afrique, en Finlande, en France, en Autriche, et en Russie.

Aux affaires courantes de ces nombreuses entreprises venait encore s'ajouter de temps à autre quelque négociation considérable, caractéristique de cette période qui marqua le début de la méthode de concentration dans la grosse industrie; ainsi les fusions de l'A. E. G. avec l'Union, avec Felten et Guillaume, avec Lahmeyer, fusions qui toutes trois furent son œuvre. Tout cela supposait des transactions quotidiennes, des entretiens privés, des conférences, des réunions, des inspections d'usines, une immense correspondance dont le répertoire remplit quatre volumes, de nombreux voyages, le plus souvent dans les régions rhénanes, en Suisse et en Italie. Walther Rathenau avait une méthode tout à fait particulière pour les inspections d'usines, méthode qui ne lui assurait pas seulement une vue superficielle, mais le mettait intimement au fait des procédés techniques et commerciaux; ses visites étaient soudaines et inattendues, et il les poursuivait jusque dans les moindres détails. Dans son *Journal des années 1911-1914* apparaissent à chaque page, comme les jours de la semaine dans un agenda, les noms des grands capitaines d'industrie de cette période : Carl Furstenberg, le prince Henckel, Franz von Mendelssohn, Salomonsohn, Paul von Schwabach, F. von Guillaume, Krupp-Bohlen, Eberhard von Bodenhausen, Klöckner, Hugo Ballin, Hagen, Stinnes. La trame de ses activités pratiques, bien loin de se détendre, se resserrait donc continuellement. Mais sa connaissance pour la nature véritable de la production et de la distribution universelles croissait par cela même de jour en jour. Il avait déjà prouvé par sa *Physiologie des affaires*, écrite dans la modeste fabrique provinciale de Bitterfeld, quelle vue aiguë et pénétrante il avait su prendre, du haut d'un observatoire pourtant si limité. Mais le voici à présent placé au centre des choses, d'où il pourra, jour par jour, presque heure par heure, compléter son tableau. Il peut enfin observer tout le mécanisme, tous les rouages et toutes les transmissions de l'activité, les forces qui la dirigent et la résistance qui la limite — jouissant pour les observer d'une situation qui n'est donnée qu'à un bien petit nombre d'hommes, parmi lesquels un nombre plus minime encore possède l'imagination et la persévérance suffisantes pour en tirer un enseignement. Walther Rathenau connaît la machine entière de production et de distribution européennes, comme un coureur connaît son moteur après l'avoir démonté et remonté, pièce à pièce, essayé sur bonnes et mauvaises routes, et conduit par tous les temps. Il en comprend les moindres rouages, chaque ressort, chaque tube, il en sait les conditions de travail les plus économiques et les plus sûres, il en mesure les possibilités.

Il connaît aussi ses défauts : ceux que l'on peut réformer, et ceux qui lui sont, pour ainsi dire, inhérents, partant inévitables. Surtout, il sait les faiblesses dues à la construction politique de la machine Europe; et parmi celles-ci, les faiblesses particulières du fragment Allemagne. En industrie, une ascension sans exemple avait, en quelques années, porté l'Allemagne au troisième rang des puissances économiques du monde; tandis qu'en politique, une décadence presque aussi frappante la refoulait de sa situation prépondérante à un rôle subalterne. Une politique irréfléchie qui prenait ses caprices et ses fantaisies pour des nécessités d'Etat trouvait le moyen de porter ombrage à la fois à l'Angleterre par la flotte, à la France par le Maroc, et à la Russie par des garanties aveuglément consenties à l'Autriche. Cette politique avait conduit, au début de 1906 — grâce à l'entente franco-anglaise et à l'alliance

franco-russe — à l'échec d'Algésiras, qui, bien que voilé, n'en marque pas moins le premier ébranlement dans la situation mondiale de l'Allemagne.

Le gouvernement ne répondit pas à cet avertissement par une modification de ses méthodes, mais par des discours et des armements; et lorsque le Reichstag voulut s'y opposer, sa dissolution fut l'occasion de nouveaux discours et de nouveaux armements. Les élections du 5 février 1907 écrasèrent la social-démocratie, persuadèrent le Centre de la justesse de la politique gouvernementale et préparèrent ainsi le chemin qui, de faux pas en faux pas, et de proposition navale en proposition navale, conduisait à la guerre mondiale. C'est huit jours après ces élections, le 12 février 1907, que Rathenau, dans un article du *Courier de Hanovre*, intitulé « l'Ere nouvelle », prit pour la première fois ouvertement position politique. Cet article n'est pas seulement intéressant en tant que premier document politique de Rathenau, il l'est aussi par le point de vue d'où il considère le jeu des forces internationales et qui diffère essentiellement de celui des politiques allemands de cette époque. Il part de ce principe, que, en politique, la juste méthode consiste à « considérer les choses sous un angle scientifique et, après avoir éliminé les facteurs négligeables, à dresser le bilan des forces directrices et de leurs interférences. Car les forces naturelles, et les conditions données, sont plus puissantes que les hommes, leurs désirs et leurs combinaisons ». Or, ce qu'on reconnaissait à cette époque comme le signe essentiel de la puissance d'un pays était l'importance de ses armements, le nombre des troupes actives, des canons, des cuirassés dont il pouvait disposer. Les armements étaient le principal souci du Kaiser et du Gouvernement. Le prince Bülow, alors chancelier du Reich, exprima de la façon suivante, dans *Politique allemande*, sa pensée directrice : « La construction d'une flotte suffisante constituait le devoir le plus urgent et le plus important de la politique allemande post-bismarckienne ».

Rathenau, par contre, dans son article, énumérant les forces qui déterminent la situation mondiale d'un pays, n'y mentionne les armements que par un salut bref, ironique et presque blessant à l'adresse des nouveaux croiseurs cuirassés; il n'y revient, indirectement, que pour leur dénier toute valeur décisive en soulignant que les guerres aujourd'hui n'amènent aucun résultat définitif : « Nous savons que la guerre nouvelle ne sera pas résolue par des combats singuliers de héros, ainsi qu'au temps d'Homère (au lieu de « héros », lisez « croiseurs-cuirassés »), ni par des soldats bien disciplinés. Le dieu de la guerre s'appelle à notre époque puissance économique... La guerre par elle-même est rarement décisive. Les peuples ne sont plus de fougueux ennemis, mais de méchants concurrents, et le jeu de la politique extérieure aspire à une situation forte, non à des catastrophes. Or, dans ce jeu, chacun ne dispose que du poids fourni par sa force économique; ainsi apparaît très clairement aujourd'hui ce qui a passé inaperçu à tous les siècles, à savoir qu'une nation ne peut conquérir et gouverner de terrain que ce que lui en permettent ses forces morales, intellectuelles et économiques ». On ne pouvait désavouer plus foncièrement la politique allemande de cette période, qui désirait la paix, mais s'efforçait de l'assurer en amoncelant les armements; on ne pouvait viser plus directement le cœur même de la politique du Kaiser.

1911. Agadir. Premiers éclairs de la guerre mondiale : l'Allemagne fait son « bond de panthère » sur le Maroc et trouve l'Angleterre prête à la guerre aux côtés de la France; l'Italie marche sur Tripoli et jette dans les Balkans la torche où s'embraseront l'Europe et le monde. Bülow est en disgrâce, Bethmann, chancelier à sa place; Kiderlen, ministre des Affaires étrangères. Les Bourses

répondent par des paniques aux nouvelles d'Agadir. Mais l'alarme est de courte durée. La danse sur le volcan commence dans toutes les capitales européennes : Berlin, Paris, Londres, Vienne et Pétersbourg. On peut dire de ces dernières années d'avant-guerre que ce Talleyrand disait de celles qui précéderont la Révolution : « Qui ne les a pas connues ignore la douceur de vivre. » L'univers semblait ivre de terreur et de volupté. Et, au centre du délire, à la place dionysiaque où se rassemblent le Génie de la danse et ses bacchantes, bondissait Nijinski. Mais Rathenau écrivait : « De quel côté que je me tourne, je vois les nuages s'amonceler. Je les vois le soir lorsque je marche à travers les rues bruyantes de Berlin, lorsque je contemple l'insolente extravagance de nos richesses ; lorsque je mesure la nullité des discours belliqueux et pseudo-germaniques. Les dangers ne s'évanouissent pas devant un lieutenant flamboyant ou un attaché optimiste. Depuis bien longtemps l'Allemagne n'a pas connu d'époque plus grave. » (*Etat et Judaïsme*, 1911.) Lui qui depuis trois ans ne s'est occupé que d'affaires et de littérature se tourne de nouveau vers la politique. Freinwalde n'est pas loin de Hertenow ; le chancelier du Reich est voisin de campagne de Rathenau ; des relations amicales se nouent entre eux. En février, au cours d'un dîner chez le chancelier, Bassermann, le chef des nationaux libéraux lui offre, en vue des élections de mai au Reichstag, une candidature à Frankfurt-sur-l'Oder. Rathenau accepte sous la condition d'unir, dans sa représentation, les radicaux aux nationaux-libéraux en vue de la formation d'un grand parti bourgeois libéral tel qu'il l'avait préconisé dans son article *Ere nouvelle* de 1907. Après plusieurs semaines de négociations décevantes, Rathenau retira sa candidature. Ce changement d'attitude semble avoir été causé par les bruits qui coururent dans les milieux électoraux à l'idée d'une candidature Rathenau : son nom agit « comme un drapeau rouge », autant parce qu'il était Juif que par ce que l'on savait de ses opinions. Pour la première fois, Rathenau ressentait pratiquement les effets de l'antipathie qu'il inspirait et le choc en retour de ses théories. Du moins l'échec public lui fut-il épargné ; l'incident demeura secret. La plupart des gens, et même ses meilleurs amis, n'en surent rien.

Entre-temps, Agadir s'annonce. Le printemps voit croître la tension avec l'Angleterre sur la question navale. L'Allemagne avait le choix entre deux manœuvres : ou bien chercher à se mettre d'accord avec l'Angleterre sans autres tergiversations, ou bien poursuivre le même but par une voie détournée en désagréant l'Entente avant de négocier au sujet de la flotte. Le gouvernement allemand choisit la seconde voie : dans un discours au Reichstag, Bethmann éluda l'invitation de l'Angleterre. Rathenau se prononça pour une entente directe dans un article paru dans le *Neue Freie Presse* du 12 avril 1911, *Politique, humour et désarmement*. Il y faisait des suggestions pratiques, parmi lesquelles l'idée d'un contingentement des armements, idée toute nouvelle en Allemagne. De même que naguère dans l'*Ere nouvelle*, il parlait, pour soutenir cette idée, de l'opinion que les armements n'apportaient pas un poids décisif à la puissance d'un pays. « L'importance du rôle qu'un Etat est appelé à jouer sur le théâtre mondial est déterminée à chaque époque par un ensemble de circonstances d'ordre géographique, physique et moral. Il peut demeurer, pour un temps, en deçà ou au delà des limites que la nature assigne ainsi à sa puissance, mais à la longue, la puissance et le droit de puissance, l'expansion et le droit d'expansion finissent par s'équilibrer. » Ceci posé, il est « certainement difficile, mais non pas impossible, de trouver le moyen de diminuer la tension belliqueuse et de la rendre supportable par un contingentement des armements, et en ce sens l'idée du désarmement n'est pas une vaine utopie. » Pratiquement, cette tâche, explique-t-il, comprend deux parties : « d'abord, proportionner l'équipement matériel aux moyens de

la nation ; ensuite, proportionner le matériel humain au nombre de la population ». La première partie de la tâche s'accomplirait par un traité international statuant que « la dépense annuelle admise pour les armées de terre, de mer et d'air ne devrait pas dépasser une fraction fixée du budget de l'Etat. Le soin de contrôler ces chiffres serait confié à un *bureau international*. » Rathenau dépasse ici considérablement les idées d'avant-guerre. Il y fait figure de précurseur, car un bureau international ayant pour mission de contrôler les dépenses des divers Etats eût été déjà le commencement d'un organisme super-national d'une « Société des Nations ».

Cependant, le gouvernement allemand s'en tenait à sa méthode : la *Panthère* croisait devant Agadir, démonstration dirigée contre l'Angleterre à propos de la question navale, plus encore que contre la France à propos du Maroc. On comptait, en cas de conflit avec la France, sur la prudente neutralité de l'Angleterre ; mais celle-ci demeurait aux côtés de la France. L'Allemagne fut obligée pour sauver la façade de demander des compensations au Maroc ; et un an plus tard Bülow déclarait à Rathenau : « L'étranger sait bien que nous avons dû reculer en juillet 1911. » Tittoni lui avait dit : « Quel changement dans la conduite de la France depuis 1905 ! On ne peut croire qu'il n'y ait que sept ans de cela. » (*Journal de Rathenau*, 4 octobre 1912).

1912. Janvier. Dans les salons parisiens, plus de la moitié de la société, vieilles comtesses, gens d'affaires, écrivains, journalistes, clubmen, est emballée à l'idée d'une guerre contre l'Allemagne aux côtés de l'Angleterre. A Montmartre, dans les cafés-concerts où le petit bourgeois va déguster son cognac après dîner, Agadir et l'échec allemand devant les cuirassés anglais est devenu le morceau de résistance. La réponse de Musset au *Wacht am Rhein* : « Nous l'avons eu votre Rhin allemand » est devenu numéro de music-hall, et le poulailler trépigène. A Paris, tous les dix jours, aussi régulièrement qu'un tir d'artillerie, d'Annunzio écrit une ode guerrière qu'il lance comme un tison enflammé sur l'Italie ; chacune est éditée à un million et demi d'exemplaires, affichée dans les casernes, distribuée aux régiments combattants de Tripolitaine, et lue à haute voix par des étudiants enthousiastes dans les cafés et sur les places publiques. L'Italie flamboie. Le président du Conseil, Giolitti, doit recourir à un artifice et saisir un bateau français soupçonné de transporter en contrebande des armes à Tripoli, afin de détourner sur la France un peu de l'ivresse guerrière qui anime les Italiens contre l'Autriche. En Angleterre, l'agitation est moins visible mais plus profonde. Le 8 février, le ministre de la Guerre anglais, lord Haldane, arrive à Berlin et fait une dernière tentative en vue d'un accord naval. Les négociations sont rompues à cause de l'obstination du ministre de la Marine von Tirpitz. Mais le plus grave c'est que Haldane quitte Berlin avec l'impression que l'Allemagne est moins redoutable qu'il ne l'avait cru. Il a découvert que le chaos y règne en haut lieu : le Kaiser lui a dit une chose, Tirpitz une autre, et le ministre des Affaires étrangères une troisième, et chacun s'est plaint à lui des deux autres. D'autre part, il s'est aperçu, non sans être profondément troublé, que l'esprit qui a fait la grandeur de la Prusse et de l'Allemagne, la haute culture philosophique et morale qu'on sent derrière tous les grands succès allemands, se fane au sommet, et y a perdu toute influence. Lord Haldane, philosophe de profession, déplorant l'abandon où on laissait les tombes de Fichte et Hegel, le Kaiser lui répondit : « Il n'y a pas de place dans mon Empire pour des gens comme Fichte et Hegel. » Rarement mot impérial fut, à un moment qui décidait du sort du monde, plus malheureux. Il est vrai que quelques jours plus tard le Kaiser déclarait à Rathenau « que les Français commençaient à avoir peur, qu'il lui suffirait d'aller bientôt à Cowes pour tout arranger avec le roi d'Angleterre, et que son plan était d'organiser les Etats-Unis d'Europe — France

comprise — contre l'Amérique » (Rathenau, *Journal*, 1912).

Les Français effrayés! Georges V contre ses ministres! L'Angleterre contre l'Amérique! On reconnaît bien là l'esprit qui dirigeait la politique allemande, crédule, optimiste sans fondement, sans notion précise des forces réelles et déterminantes.

La conception du monde de Rathenau est moins naïve, ainsi qu'il apparaît dans deux articles de la *Neue Freie Presse*. Dans le premier de ceux-ci, intitulé *L'Angleterre et nous. Une Philippique*, publié le 6 avril 1912, et visiblement à l'intention du Kaiser, il reprend une fois encore son idée de contingentement et s'efforce de la rendre séduisante aux yeux impériaux par cette phrase : « L'Angleterre devrait offrir sa neutralité à l'Allemagne » (c'est-à-dire s'engager par traité à demeurer neutre en cas de conflit franco-allemand). « Au cas où l'Angleterre se montrerait favorable à une telle entente, ce serait à nous de trouver un accord sur la question des armements afin de permettre aux deux nations de respirer, soit en adoptant la proposition de Churchill : faire trêve d'un an aux constructions navales, soit en contingentant la marine par nombre d'unités ou par tonnage ». Il faut reconnaître que cette proposition révèle une méconnaissance psychologique, l'en rare chez Rathenau, tant des milieux politiques anglais que de l'Amirauté allemande. Pour celle-ci, en effet, l'idée du contingentement, sous quelque condition que ce fût, était inacceptable. Quant à l'Angleterre, une promesse de neutralité eût en précisément le résultat que l'Angleterre tenait avant tout à éviter, fût-ce au prix d'une guerre, car si on laissait à l'Allemagne les mains libres en France, plus rien ne l'eût retenue après cela de réaliser son cher projet de constructions navales. On lit dans le journal de Rathenau à la date du 14 février : « Enormément à faire depuis plusieurs jours, pas une minute de repos ». Et le 3 avril : « fourbu et épuisé depuis quelques jours ». Peut-être cette grande fatigue physique est-elle cause de la faiblesse psychologique que révèle son premier article.

Dans le second, intitulé : *Choix politique* et paru le 16 mai, Rathenau étudie une fois de plus l'état actuel de l'Allemagne et lui assigne pour causes celles mêmes qu'il avait déjà dénoncées l'année précédente dans la *Critique du temps présent*, à savoir : le recrutement défectueux des hommes d'Etat et des diplomates allemands.

A l'automne de cette même année, il publie encore dans la *Zukunft* un article intitulé : *Chant de fête pour le centenaire de 1813*. Sa voix y apparaît singulièrement grave, et l'on y perçoit l'annonce de la catastrophe mondiale. Le ton fondamental de cet extraordinaire « chant de fête » qui n'est, à la vérité, qu'une protestation désespérée contre l'enthousiasme de commande organisé à l'occasion du centenaire de la bataille des Nations, est donné par le terrible texte d'Ezéchiel dont il fait précéder son article sous le titre : *Oppression* : « O fils de l'homme, dit le Seigneur, la fin est proche, la fin sur les quatre coins du pays. La fin est proche, elle s'avance sur toi : vois, elle vient ».

« DES CHOSSES A VENIR »

Le 31 juillet 1914 Walther Rathenau protestait encore, dans un article du *Berliner Tageblatt* intitulé : *A propos de la situation*, contre la politique du gouvernement allemand qui, avec une légèreté aveugle, suivait l'Autriche dans la guerre : « Le gouvernement du Reich, écrivait-il, n'a laissé aucun doute sur son intention de demeurer inébranlablement fidèle à sa vieille alliée. Sans l'assurance protectrice de cette fidélité, l'Autriche n'oserait pas s'avancer comme elle le fait. Le gouvernement et le peuple allemands ont le droit de savoir et ce que la Russie demandait, et ce que l'Autriche a refusé. Une question comme celle de la participation de fonction-

naires autrichiens à l'enquête menée sur le complot serbe, n'est pas une raison suffisante de guerre internationale. Cet article trahit un reste d'espoir, comme auprès du lit d'un mourant — et c'est pourquoi il l'a publié; mais on y discerne bien peu de confiance dans la lucidité et le jugement du gouvernement allemand, — et moins encore dans la volonté de paix de l'Autriche. Rathenau avait raison et l'on sait que l'exigence autrichienne, qu'il a soulignée dans cet article, n'avait d'autre but que de rendre inévitable un conflit avec la Serbie.

Ainsi vint la guerre et Rathenau en fut bouleversé. Des témoins rapportent l'avoir vu, alors que les rues retentissaient d'un enthousiasme populaire sans précédent, se torturer les mains de désespoir. Une de ses vieilles amies, Mme von Hindenburg, raconte qu'il vint chez elle et demeura assis sans rien dire, tandis que les larmes coulaient sur ses joues. Qu'il y a loin de cette attitude à celle qu'il avait eue, si peu d'années auparavant, en face du chancelier Bülow; il était sceptique et impatient alors, prêt à assumer, sans trop s'en tourmenter, les charges de sa première mission officielle et déployant avec une sûre maîtrise les charmes de sa conversation. Il était soudain devenu muet, vieux, brisé. Il voyait — ce que les autres ne soupçonnaient pas — l'immense machine mondiale se mettre en marche contre l'Allemagne. Il connaissait ses inépuisables sources de pouvoir et leur comparait la force si limitée de son propre pays; il percevait à jour l'incapacité du gouvernement allemand et l'aveugle ignorance du peuple quant à l'importance d'un tel facteur en temps de guerre; il savait la fragilité du vaisseau politique dans lequel l'Allemagne allait affronter la tempête et il connaissait l'insuffisance de sa préparation. En automne 1914, il dit à Conrad Haussmann, député du Reichstag : « Savez-vous, Monsieur Haussmann, pourquoi nous faisons cette guerre? Moi, je ne sais pas. Dites-le moi. Que doit-il en sortir? Nous n'avons pas de stratèges, et pas d'hommes d'Etat ». Mais autre chose encore l'inquiétait, plus profondément : il sentait que les forces morales qui avaient soutenu l'Allemagne au cours des précédentes guerres, lui faisaient défaut à présent. Il écrit à Fanny Künstler en novembre : « A ce chagrin avoué s'ajoute encore une peine plus sourde, plus secrète, et qui assombrit tout en moi. Nous devons vaincre, nous le devons! et nous n'avons aucun droit absolu à la victoire... Combien différent était le droit à l'unité que nous défendions en 1870! Combien différent le péril de mort de 1813!... Mais un ultimatum serbe et ce monceau de télégrammes hâtifs et confus ». Et en décembre : « Il y a une fausse note dans cette guerre; ce n'est pas 1813, ni 1866, ni 1870. Nécessaire ou non, force majeure ou non — cela n'aurait pas dû se passer ainsi... »

Il garda cette impression. La déclaration de guerre avait été un coup dont Rathenau ne guérit jamais. Ce fut la crise de son existence. Et la façon dont il réagit éclaira mieux les rapports de double personnalité que ne peuvent le faire tous ses écrits rassemblés.

— Comte KESSLER,
Ministre plénipotentiaire en disponibilité.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la fin de l'étude de M. Victor Bindel sur

« La Mission de Claudel ».

La comtesse de Noailles

Il n'est pas trop tard pour se pencher sur sa tombe. Les lauriers sont coupés, mais ils sont toujours verts. Nous n'irons plus au bois que son panthéisme animait de l'haleine universelle, du grand souffle panique des nymphes et des chèvre-pieds. Pourtant les sources garderont, au miroir brisé, son image; et des paysages d'Ile-de-France recueilleront encore, sur le coteau qui penche, la bénédiction de ses vers.

Anna de Noailles avait le tempérament d'un poète. C'est ce qui la fait irremplaçable, comme elle aimait à dire. Mais son œuvre va-t-elle lui survivre? Je n'oserais pas en jurer.

René Benjamin célébrait volontiers l'inspiration facile de la « divine comtesse ». Elle aurait modulé ses chants comme l'oiseau. Et la manière n'y fait rien, d'ailleurs. Le brave Albalat nous la baillait belle lorsqu'il nous mettait devant les yeux — ratures sur premier jet — le grand écrivain en travail : La Fontaine et ses brouillons, Flaubert avec ses repentirs... Peu me chaut. Je relis *Perette*; je relis, moins souvent, la *Tentation*. L'essentiel est que l'œuvre d'art — poème ou statue, sonate ou fresque, palais ou pavane — me donne une impression de beauté. Mais dans beauté il y a mesure, il y a composition, harmonie, harmonieux équilibre. C'est ce qui manque le plus aux *Eblouissements*.

Il ne s'agit pas d'édicter des règles étroites. Mais le désordre est une négation. Et c'est la négation de l'art. Nietzsche l'avait compris et senti. Sa théorie de Dionysos et Apollon n'est pas autre chose qu'une tentative de conciliation entre les forces instinctives du « moi » et les lois du cosmos suspendu à la chaîne d'or.

A l'origine de toute œuvre d'art, il y a d'abord un tempérament. Plus il sera riche, plus il recèlera de « possibilités », et plus personnelle sera l'œuvre. Mais l'ordonnance a sa vertu. De même que le torrent ne devient fleuve que lorsqu'il s'est creusé un lit, le barbare ne s'humanise qu'au prix d'un renoncement à soi-même. Le vrai classicisme, c'est cela. Pour certains artistes, la religion du beau est une norme qui leur suffit. L'œuvre à créer leur inspire un tremblement sacré. Ainsi tremble le fidèle devant le voile du temple. D'autres trouvent dans l'amour leur « objet » et leur fin. Parce que l'amour est don de soi, subordination de l'individu à ce bien qui sort de lui-même, qui le dépasse. D'où qu'il vienne en tout cas, le conseil modérateur sera toujours en marge de l'instinct. Dionysos est le démon intérieur. Apollon trône sur la montagne sainte. Le pire mal, c'est de se replier étroitement, de chercher à assouvir pour son plaisir solitaire et son exaltation les besoins du cœur et les exigences de l'âme. Le mauvais romantisme, c'est cela.

Il n'y a pas deux ordres : un ordre subjectif et un ordre objectif, l'un contredisant l'autre. L'individu s'enrichit, au contraire, dans la mesure où il se prodigue. Or les romantiques, rivés à leur propre douleur, enfermés dans le cercle infernal de leurs joies, n'ont jamais pu se libérer — pour se répandre. Ainsi, la comtesse de Noailles.

Amoureuse éperdue, elle n'aura pas connu l'offrande totale. Ses plus beaux poèmes rendent un son plus amer que désespéré, parce que tout ce qu'elle a pleuré, tout ce qu'elle a regretté avec une tragique véhémence — les jours dorés, la fuite de la jeunesse, les baisers au goût de fruit vert et la mort au visage fermé, — c'est le mal de l'individu, cent fois plus indiscret que le mal du siècle. Son panthéisme lui-même la condamne. Il n'apparaît pas, en effet, comme le vœu désintéressé d'une créature en proie au tourment de l'infini et que désole la fragilité universelle, mais comme la suprême révolte de l'instinct de domination, l'enrôle-

ment en masse, sous l'euseigne du *Non servium*, de toutes les choses créées contre le Créateur.

On a dit — et elle avait chanté en des vers angoissés — son horreur de finir.

*Ah! j'ai-il que mes yeux s'emplissent d'ombre un jour,
Et que j'aie au pays sans vent et sans verdure
Que ne visitent pas la lumière et l'amour...*

Pour qui sait aimer, la mort n'est pas cruelle. Elle a encore un sens et une valeur d'oblation. L'éternité n'est nullement ce « désert immense », mais bien « la dernière oasis ». C'est là qu'il faut tendre, dans une volonté de communion qui n'aura plus de fin. Encore s'agit-il d'accepter le mystère des séparations douloureuses. Anna de Noailles, dont l'amour s'exaspérait de ne pouvoir dépasser la vie, pourquoi n'a-t-elle pas compris que la mort qui délivre est la condition des plus belles amours? Mais elle cherchait la réponse dans son cœur innombrable. Et la réponse est en Dieu.

Peu de poètes français ont prêté à l'angoisse humaine, à la vérité de cette angoisse et de son apaisement, une résonance profonde. Il ne faut pas confondre un grand artiste et un grand poète. Un artiste est un fabricant de vers. Hugo fut cet artiste. Et Hérédia, un artisan. Le poète, c'est tout l'homme qu'il nous livre. Le métier intervient de surcroît. Shakespeare, fût-il un piètre sonnettiste, le drame des *Sonnets* n'en serait pas moins émouvant. Villon, qu'on ne s'attendrait pas à trouver en compagnie de cette princesse de Bessaraba de Brancevan,

*Chère ombre de François Villon
Qui, comme un grillon au sillon,
Te fis entendre.*

est un autre artiste de génie. Mais une assez longue fréquentation avec le *Testament* me permet d'affirmer aujourd'hui que, ce qui manque le plus à ce lyrique, c'est l'humanité.

Sur la tombe d'Anna de Noailles, notre admiration se voile d'un regret. Les forces de l'instinct sont de belles « éparpillées ». Le cœur innombrable est aussi celui qui galvaude ses trésors. Pour avoir, bacchante ivre, mordu à toutes les grappes, dévasté tous les pampres, celle qui n'est plus parmi nous risque de mourir tout entière; et sa cendre qu'elle voulait plus chaude que notre vie, il se pourrait qu'un jour prochain, elle se glaçât à jamais...

FERNAND DESONAY,
Professeur à l'Université de Liège.

Mon filleul se documente sur saint Yves et les gens de justice

— Ils sont cocasses, me dit Jacques, les deux bonshommes qui flanquent saint Yves. Si le saint rend la justice, il est évident que celui de droite va trinquer. D'ailleurs, ce n'est pas un type poli; il a l'air trop content d'être bien habillé et il a gardé son chapeau sur la tête; pourquoi met-il la main dans cette espèce de petit sac qui est accroché à sa ceinture?

— C'est son escarcelle; je pense qu'il y cherche une pièce d'or pour essayer de corrompre le juge; car je connais une autre statue où il tient la pièce à la main...

— Quant au gueux, il a une bonne bille...

— Jacques, si tu te mêles de faire de la critique d'art, il serait décent que tu parles français... disons même, pour les puristes, que tu parlasses français...

— Il a une bonne tête, ...pour toi, parrain, ...un air pitoyable, et il tient bien gentiment son bonnet à la main, en implorant saint Yves qui, évidemment, va lui donner raison... Raconte-moi l'histoire...

Je sortais avec Jacques d'une petite chapelle bretonne, perdue dans la campagne, entourée d'un bois de hêtres et de sycomores d'où sa flèche menue émergeait à peine, et qui renfermait une abondante collection de vieilles statues dont le sentiment naïf était bien supérieur à la valeur d'art : parmi elles, le groupe célèbre de saint Yves entre le riche et le pauvre...

— Quelle histoire? L'histoire de saint Yves? Je crains que ce ne soit un peu long... Tu la liras dans mes livres, quand nous serons rentrés à la maison...

— Non, je te demande seulement l'histoire du riche et du pauvre, celle des deux bonshommes que nous venons de voir, l'un en guenilles, et l'autre qui a un si chic costume...

— Je crains précisément que cette histoire-là n'existe pas; ou du moins je ne l'ai trouvée nulle part... Je suppose que ce groupe avait surtout une valeur symbolique : saint Yves, aimait-on à répéter, rendait à chacun son droit sans nulle acception de personne, c'est-à-dire qu'il ne s'inquiétait que d'une seule chose : de savoir qui avait raison et qui avait tort; peu lui importait que les plaideurs fussent riches ou pauvres, puissants ou faibles, nobles ou roturiers...

— Et les autres juges n'en faisaient pas autant?

— Du moins on le racontait... As-tu lu, dans les fables de La Fontaine, *Les Animaux malades de la peste*?

— Je sais cette fable par cœur, répondit Jacques fièrement. Et il se mit à déclamer sur la route :

Un mal qui répand la terreur,

Mal que le ciel en sa fureur

Inventa pour punir les crimes de la terre...

— C'est bon, ... je te fais grâce du reste... Arrivons à la conclusion...

Mais Jacques ne voulut me faire grâce de rien, et je dus subir la fable tout entière, agrémentée même de quelques commentaires inédits :

— Le type le plus amusant, c'est le renard... Il devait avoir beaucoup de poules sur la conscience, et il innocentait le lion pour pouvoir lui-même se tirer des flûtes...

— Critique littéraire excellente, mais qui ne perdrait rien, elle aussi, à être présentée sous une forme un peu plus académique... Reviens à tes moutons, qui ne sont pas ceux que le lion a mangés :

Suivant que vous serez puissant ou misérable,

Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Sans doute La Fontaine parle-t-il ici des « jugements de cour », qui ne sont peut-être pas de véritables jugements, mais de simples opinions. Cependant il y a bien une sentence; et le pauvre âne est exécuté : on ne sait pas trop quel est l'avis du fabuliste... Quoi qu'il en soit, le fait que de braves sculpteurs bretons ont, dans toute leur ingénuité, représenté le riche se préparant à corrompre le tribunal, prouve qu'à leur époque, qui n'est pas très éloignée de celle de La Fontaine, l'impartialité des juges ne passait pas pour être à l'abri de tous les soupçons... D'ailleurs il était d'usage que le plaideur leur offrit des présents, et ces présents avaient même un nom particulier : ils s'appelaient des épices...

— Du poivre? demanda Jacques.

— Des présents beaucoup plus coûteux, et qui bientôt n'eurent plus rien de commun que le nom avec le poivre ou la muscade. Les tribunaux avaient fini par avoir la fâcheuse réputation de s'adjuger ce qu'il y avait de plus substantiel dans les procès. La Fontaine a encore écrit sur ce sujet une fable qui manque d'indulgence...

— *L'Huître et les Plaideurs*, dit Jacques; ...mais je ne la sais pas par cœur. Je me rappelle que Perrin Dandin gobe l'huître et distribue les écailles aux plaideurs...

— Cela suffit, c'est l'essentiel :

Vous verrez que Perrin tire l'argent à lui

Et ne laisse aux plaideurs que le sac et les quilles.

— Drôle de justice, remarqua Jacques. C'est vrai tout ça?

— Je suis sûr que c'est fortement exagéré. Il y a des professions qui ont toujours eu le privilège d'exciter la verve populaire et de provoquer les railleries des auteurs satiriques : les médecins et les gens de justice, magistrats et avocats, ont toujours été au premier plan...

— Pour recevoir des pommes cuites...

— Et je pense que notre grand saint Yves de Tréguier a, par l'éclat même des vertus qu'il pratiquait dans l'exercice de sa double profession, joué, sans le savoir et encore plus sans le vouloir, un méchant tour aux gens de justice ; on a comparé leurs mérites à ceux de saint Yves, et comme on n'a eu aucune peine à découvrir qu'ils étaient maigres, on en a profité pour vilipender copieusement magistrats et avocats...

— Saint Yves ne goûtait pas l'huître?

— Il faisait exactement le contraire. Et les plus sûrs témoignages contemporains nous apprennent qu'il donnait même de l'argent aux pauvres pour leur permettre de défendre leur bon droit. Comme avocat, il plaidait pour eux gratuitement : on peut dire qu'il est le fondateur de ce que nous appelons aujourd'hui l'assistance judiciaire; mais il en prenait pour lui seul toutes les charges...

A ce moment nous fûmes rejoints par les petits frères et les petites sœurs de Jacques, que mon filleul affecte naturellement de traiter avec une certaine supériorité. La conversation dévia sur des sujets moins austères. Mais à peine étions-nous arrivés à la maison que Jacques vint, dans mon cabinet de travail, chercher « des bouquins sur saint Yves ».

Je lui remis *Les Vies des Saints de la Bretagne-Armorique* (par Fr. Albert Le Grand, de Morlaix, religieux, prêtre, de l'Ordre des Frères Prédicateurs, annotées par Daniel-Louis Miorcec de Kerdanet, avocat et docteur en droit). Encore que la valeur critique de l'œuvre de ce dominicain breton soit médiocre, je savais que son livre renferme de nombreuses anecdotes sur saint Yves et que les notes de M^e de Kerdanet sont parfois très savoureuses. Il y avait là de quoi satisfaire amplement la curiosité de mon filleul.

* * *

— Dis donc, parrain, s'exclama Jacques, en revenant quelques heures plus tard, qu'est-ce qu'ils prennent, dans ton bouquin, les avocats! C'est tordant!... Il paraît que saint Yves est arrivé à la porte du paradis avec toute une collection de bonnes sœurs et que saint Pierre leur a demandé qui ils étaient. Quand il a su qu'il avait devant lui des bonnes sœurs, il leur a dit qu'elles pouvaient attendre, parce que le ciel en était plein; mais dès qu'il a appris que saint Yves était avocat, il l'a engagé à entrer au plus vite, parce qu'il n'y en avait pas encore... Saint Yves est mort en 1303... Alors?... Qu'est-ce que les avocats sont devenus pendant treize siècles?... Ils sont tous allés en enfer?

— Soyons indulgents, Jacques, et mettons-les seulement au purgatoire...

— Et puis d'autres racontent que saint Yves n'a pu pénétrer dans le paradis que par surprise; que saint Pierre a voulu le mettre dehors; que saint Yves a riposté qu'une expulsion ne devait se faire que par huissier; et que saint Pierre n'a, au ciel, trouvé aucun

huissier : c'est pour cela que saint Yves est resté... Mais le plus beau est en latin :

*Sanctus Yvo erat Brito,
Advocatus et non laïco,
Res miranda populo!*

Saint Yves était Breton, avocat et pas voleur, ce qui doit épater le populo!...

— La forme de ta traduction n'est peut-être pas irréprochable, mais le sens est rendu assez exactement... Ne t'emballe pas trop sur toutes ces plaisanteries... Personne ne les prend au sérieux...

— Tu te trompes, parrain... Écoute ce qu'il y a dans les notes de ton bouquin : « Ne doit-on pas repousser jusqu'aux moindres traits lancés contre un ordre aussi ancien que la magistrature, aussi noble que la vertu, aussi nécessaire que la justice? Que penser de ce panegyrique de saint Yves, prêché devant des avocats, et qui commençait par ces mots : « Saint Yves faisait le bien et vous le prenez... pour patron »? Que penser encore de Henri Estienne qui, à propos d'Hérodote, est venu dire que saint Yves était représenté avec un chat, parce que saint Yves avait été avocat? Que penser surtout d'une hymne, et même d'une hymne ancienne, débutant ou finissant par cette strophe sauvage, sur l'air si doux de *Lauda, Sion, Salvatorem : Sanctus Yvo erat Brito*, etc. ? Et plus loin on lit encore : « Jean Robert qui avait appris l'histoire de saint Pierre et des religieuses, s'en est fâché : et, pour montrer au public que saint Pierre avait eu tort et que lui-même pouvait avoir raison, il a fait imprimer à Leyde, en 1632, un excellent petit livre, dans lequel on trouve l'éloge de cinquante avocats canonisés, avec la promesse d'en fournir encore d'autres, s'il en était besoin... » Tu entends, parrain, la strophe *Sanctus Yvo erat Brito*, est sauvage, sauvage, c'est ton bouquin qui le dit...

— Mon livre date déjà d'un siècle (1), et je suis sûr qu'aujourd'hui les avocats ont l'épiderme beaucoup moins sensible que l'honorable M^e Daniel-Louis Miorcec de Kerdanet, qui a annoté, d'ailleurs avec beaucoup d'érudition, *Les Vies des Saints de la Bretagne-Armorique*. Aujourd'hui, les avocats sont les premiers à rire de la strophe *Sanctus Yvo erat Brito*, et à la réciter entre eux. Qu'il y ait de malhonnêtes gens parmi les avocats, c'est possible; c'est même certain : aucune profession n'est à l'abri de ce cataclysme... Mais que tous les avocats soient des voleurs, voués d'avance à l'enfer, personne ne l'admettra, personne ne songera à s'émouvoir de l'accusation portée dans la strophe *Sanctus Yvo erat Brito*... Il y a cent ans, elle passait peut-être pour sauvage; maintenant elle passe surtout pour divertissante... Changement de perspective...

— Je voudrais tout de même que tu m'expliques pourquoi ces pauvres gens de justice, magistrats et avocats, sont toujours aussi malmenés...

— Vieille habitude, et qui ne tire pas à conséquence... Le peuple a instinctivement peur de la justice, comme il a peur de la maladie et de la mort... Aussi les médecins sont-ils dans le même sac... Un de mes amis, qui est avocat, me disait un jour : « Il est curieux de constater combien de plaideurs éprouvent le besoin de nous assurer qu'ils vont en justice pour la première fois... Alors qu'il s'agit du litige civil le plus anodin, ils se persuadent qu'ils vont pénétrer dans le domaine de la Sibylle... Ils sentent que leurs cheveux se hérissent et qu'une sueur froide les inonde... La vieille Thémis prend les allures d'une déesse anthropophage. La terreur qu'elle inspire rejaillit sur tous ceux qui, de plus ou moins loin, participent à son culte... » Et quand on est à l'abri de leurs griffes on les tourne en ridicule, comme on ridiculise la Faculté de médecine

lorsque l'on est en bonne santé... Les gens de justice, à de très rares exceptions près, sont de braves gens, d'intelligence moyenne, de vertu moyenne, mais d'une honnêteté supérieure à la moyenne... Ils affichent seulement beaucoup de petits ridicules, dont ils ne se doutent guère, que la malignité publique leur reproche sans indulgence... En somme, ils ne paraissent médiocres que si on les compare à saint Yves...

— Ils ne l'imitent point? demanda Jacques.

— Les héros sont rares, même chez les gens de justice... Voilà pourquoi l'exemple de saint Yves a beaucoup nui à ses confrères...

ALEXANDRE MASSERON.

S. D. N. et S. D. E.

Je dois avouer que pour mettre davantage en relief le comique qui se dégage des propos sur la guerre, échangés entre Einstein et Freud, j'ai négligé certaines vérités insolites qu'on y trouve curieusement mêlées (1). Il est, au reste, dans la bonne tradition de la *commedia buffa* que la sagesse s'y manifeste sous le masque de la folie et que le sens commun y emprunte le langage de la déraison. Celle qui se joue ici aux frais de la Société des Nations n'échappe pas aux lois du genre, et c'est un rôle où le professeur Freud fait merveille. Écoutez-le plutôt répondre à l'illustre physicien, son compère, qui lui demande : « Que pensez-vous de la guerre, quel jugement pouvez-vous porter sur elle à la lumière de vos nouvelles investigations? » — « On ne saurait, fait-il, porter un jugement d'ensemble sur les guerres de conquête. Nombre d'entre elles, comme celles des Mongols et des Turcs, n'ont apporté que du malheur; d'autres, en revanche, ont contribué à la transformation de la violence en droit, en créant de plus vastes unités au sein desquelles la possibilité du recours à la force se trouvait supprimée et un nouveau régime de droit apaisait les conflits. Ainsi les conquêtes romaines qui apportèrent aux peys méditerranéens la précieuse *pax romana*. Les ambitions territoriales des rois de France ont créé un royaume uni dans la paix et florissant... » Et s'appuyant sur la nature et sur l'histoire, le professeur Freud n'hésite pas à déclarer : « Si paradoxal que cela puisse paraître, force nous est d'avouer que la guerre pourrait bien n'être pas un moyen inopportun pour la fondation de la paix éternelle », car elle s'avère capable de constituer les vastes unités au sein desquelles une puissance centrale rend de nouvelles guerres impossibles... »

Un tel propos est marqué au coin du réalisme le plus sûr. Qu'il s'agisse de la paix européenne, de la paix selon la S. D. N., ou de la paix chrétienne, de la paix de Dieu, telle que le moyen âge faillit l'établir, il n'y a, en effet, qu'un « moyen naturel, temporel, humain » de l'imposer, et le « soldat est le seul faiseur de paix ». Tant que l'institution de Genève, par exemple, ne disposera pas d'une force à elle pour faire exécuter ses sentences, c'est-à-dire tant qu'elle ne sera pas, le cas échéant, en mesure de faire la guerre — et de la gagner — son autorité demeurera pratiquement nulle. C'est là ce que le professeur Freud, profitant de l'invitation de la S. D. N., ne laisse pas de lui signifier en des termes, ou, soudain, le comique se retourne et s'exerce aux dépens de son hôte. Il ne lui cache pas davantage l'impuissance des principes idéaux à quoi elle fait appel pour remplacer l'autorité réelle qui se fonde sur la détention de la force. Non, le « grand connaisseur des instincts humains » ne croit pas qu'il existe, à notre époque, « aucune idée à

(1) Exactement de 1837.

(1) Voir la *Revue catholique* du 28 avril.

qui l'on puisse accorder une telle autorité conciliatrice. » Et de conclure, sans le moindre sentiment des convenances : « La tentative consistant à remplacer la puissance matérielle par la puissance des idées se trouve, pour le moment encore, vouée à l'échec. On commet une erreur de calcul en négligeant le fait que le droit... ne peut encore se dispenser du concours de la force. »

* * *

Pauvre Société des Nations! Que ne lui faut-il pas entendre des médecins qu'elle convie à son chevet! Aussi par désespoir s'est-elle mise à consulter les esprits! Ne lui a-t-on pas dit que le mal dont souffre le monde est *spirituel d'abord*, que « toute tentative pour substituer dans le domaine politique les règles de la raison aux combinaisons de l'intérêt et au désordre des passions est vouée à l'échec si elle ne repose sur l'accord fondamental des intelligences »? C'est la vérité même et l'on ne saurait qu'y souscrire. On ne répètera jamais assez que sans communauté de doctrine, sans l'ascendant d'un esprit commun, sans « une philosophie qui donne aux choses le même nom et entende par les mêmes signes les mêmes idées, il n'est pas de remède aux maux qui désolent les États comme les individus ». Mais d'où vient qu'après avoir reconnu la nécessité d'une telle idée commune, les coryphées de la S. D. N. croient devoir rassurer les « représentants de la haute activité de l'esprit » qu'ils ont conviés à la recherche de l'ordre intellectuel, en leur déclarant, dès l'abord, qu'il ne s'agit pas d'« établir entre les pensées des hommes une harmonie faite d'unité » et qu'une telle unité d'ailleurs ne paraît pas « souhaitable ». Alors de quoi s'agit-il, et comment ces « penseurs » entendent-ils réaliser l'accord des intelligences, fonder cette « Société des esprits » que suppose la S. D. N.? Comment peuvent-ils s'affliger de ce que notre vie repose sur plusieurs idées de l'homme, contradictoires entre elles, jusqu'à y voir la raison profonde de nos maux, et soutenir tout ensemble qu'il est bon « que les idées soient différentes selon les hommes, les âges, les conditions et les milieux », qu'« il n'existe pas qu'un seul art de penser » et que « cette variété est une condition naturelle et nécessaire de vitalité ». S'il ne s'agit que de *vitalité*, nous en tombons d'accord; et c'est précisément de la force vivante des idées antagonistes que sortent la plupart des conflits qui mettent aux prises les nations et les hommes; la variété des « arts de penser », tels que les traduisent opinions ou métaphysiques, a tout autant que les rivalités d'intérêts ou la violence des passions humaines, ensanglanté la terre; et le fait que les idées varient avec les hommes, les âges, les conditions et les milieux ne nous semble pas favorable à créer la paix parmi nous. Une telle « vitalité » est sans doute bien faite pour ravir le néronien qui vit au fond de tout dilettante; mais est-ce là ce que la S. D. N. désire entendre des « esprits » qu'elle a convoqués pour résoudre des « problèmes qui intéressent le tout de l'homme », ce qu'elle appelle « le risque de sa destinée supérieure ».

Hélas! ces « représentants qualifiés de la haute activité intellectuelle » ne s'accordent même pas entre eux sur la question de savoir ce que doit être le rôle de l'esprit! Comment pourraient-ils s'entendre sur la notion du bien commun? Les lettres qu'ils échangent à ce sujet attestent les pires confusions (1) : le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont aucune certitude à se transmettre, à vérifier, rien qu'un néant de doctrine où repasse l'absurde cortège des problèmes-fantômes, des vieilles oppositions entre le réel et l'idéal, la théorie et la pratique, le concret et l'abstrait... Leurs doctrines se sentent, en effet, impuissantes, dès qu'il leur faut prendre contact avec le réel. Aussi l'un d'eux déclare-t-il que les principales

questions politiques et sociales sont trop complexes pour les grandes et pures intelligences. Et si l'on s'avisait de prétendre que « l'idée raisonnable est la plus haute puissance de réalité », qu'une théorie juste, une idée exacte ne craint pas d'être confrontée au réel, la S. D. N. nous répondrait par la voix de son coryphée, le poète Paul Valéry, que nous vivons à une époque où le principe d'identité et de non-contradiction ne saurait se maintenir, où « tout engendre furieusement son contraire », et que « rien de distinct ne peut se conserver dans la température fantastique du monde actuel ». Mais puisque la vérité, le bien commun sont ainsi soumis à la chaleur ambiante et aux transformations de l'énergie, puisque, dans le domaine de l'intelligence lui-même, on assure « que la logique appliquée à la nature des choses conduit à un principe d'indétermination », comment peut-on néanmoins soutenir que « défaut d'intelligence et restrictions de son autorité sont les vices les plus réels et les plus redoutables de notre état »? S'il faut effectivement prier pour que les Européens obtiennent « un peu plus de cerveau », encore conviendrait-il de ne pas commencer par leur enlever le peu qui leur en reste, pour les livrer aux puissances de l'indéterminé, de l'oubli, de l'irréflexion et de l'imprévoyance... Singulière façon, en vérité, de donner à l'esprit plus de place et plus de pouvoir dans les choses de ce monde. Mais loin d'aider le monde à se rétablir,

*Il en cherra des fruits de mort,
de désespoir et de désordre,*

selon le vœu du Serpent...

* * *

Quel bonheur, au milieu de ces nuées contradictoires, d'où l'ordre intellectuel prétend sortir, d'entendre la voix d'un sage, ce sage fût-il Chinois! A la différence des penseurs occidentaux de la S. D. E. qui rougiraient d'invoquer les « mythes » de leur passé, en citant Aristote ou saint Thomas, ce fils du Ciel ne craint pas de se référer au livre de *Ta Hsueh* (le Grand Enseignement) écrit, il y a deux mille ans, par Tseng-T'san, disciple de Confucius. Ce qu'il en reproduit témoigne d'une réelle profondeur de vue : « Ceux, dit-il, qui, au temps jadis, désiraient faire briller leur vertu aux yeux du monde commençaient par mettre de l'ordre dans leur pays; ceux qui désiraient mettre de l'ordre dans leur pays commençaient par le faire régner dans leur famille; ceux qui désiraient faire régner l'ordre dans leur famille se cultivaient eux-mêmes d'abord; ceux qui désiraient se cultiver eux-mêmes commençaient par corriger leur propre cœur; ceux qui désiraient corriger leur propre cœur devaient d'abord cultiver leur bonne volonté; ceux qui désiraient cultiver leur bonne volonté devaient d'abord essayer d'atteindre la connaissance... »

« Quand on a atteint la connaissance, on acquiert une bonne volonté; quand la bonne volonté est acquise, le cœur est corrigé; quand le cœur est corrigé, l'homme est cultivé; quand l'homme est cultivé, l'ordre règne dans sa famille; quand l'ordre règne dans sa famille, il règne aussi dans son pays; et quand l'ordre règne dans tous les pays, la paix règne dans le monde. »

En conséquence, M. Tsai Yuan Pei voudrait d'abord que « chaque citoyen se conduise en homme bien élevé », entendez en honnête homme, en homme digne du nom d'homme; le règne de la paix universelle lui semble ne pouvoir autrement s'établir. Aussi se permet-il, avec un invisible sourire, de recommander à ses illustres collègues de la S. D. N., à « tous ceux qui se dévouent à l'idée de coopération intellectuelle d'essayer de mettre leur vie d'accord avec la norme de conduite individuelle qui servira ainsi d'idéal à la conduite du groupe ». En bon disciple de Confucius, ce Céleste augure mal, en effet, de réformateurs du genre humain qui se révéleraient incapables d'opérer la plus légère réforme en eux-mêmes. Mais

(1) Pour une Société des Esprits, Lettres de Henri Foulon, Salvador de Madariaga, Gilbert Murray, Miguel de Almeyda, Alfonso Reyes, Tsai Yuan Pei, Paul Valéry.

pour faire ce qui est bien, il leur faudrait d'abord se mettre d'accord sur ce qui est vrai. En dépossédant l'intelligence de la vérité, ce n'est pas seulement l'esprit qu'on déprime, c'est aussi la puissance des vertus qui élèvent le genre humain et travaillent à cet apaisement moral des personnes qui est la première condition de la paix.

HENRI MASSIS.

William James⁽¹⁾

ORIGINES INTELLECTUELLES ET MILIEU FAMILIAL

L'Europe n'a connu que le William James parvenu dans sa gloire tardive à la maîtrise de ses idées. Mais l'image finale du pragmatiste résolu et du psychiste audacieux recouvrait un passé de crises et de scrupules dans lequel James avait élaboré sa philosophie par la méditation de ses actes autant que par ses lectures.

On ne saurait trop insister sur le caractère profondément vital de cette philosophie. Dès ses débuts, alors qu'elle n'est encore que velléités contradictoires, elle s'affirme déjà comme une philosophie de l'expérience qui bientôt découvrira qu'une épreuve raisonnée de la vie tout entière et sous tous ses aspects, mais de préférence sous ses aspects les plus nobles qui sont aussi les plus riches, est la seule façon d'assurer à l'ébauche d'un système une assise assez large pour lui permettre de contenir, ou plutôt de suivre du regard, l'universelle diversité.

Une telle théorie, n'en doutons pas, commence dès l'enfance et avec les premières manifestations d'un caractère ou d'un tempérament dont elle est vraiment le fruit naturel. Sa formation précoce a pu être accélérée par hérédité. Le père de William, Henry James, était lui-même un philosophe original que nous savons disciple de Swedenborg et de Fourier. A peine William, du reste, venait-il de naître, le 11 janvier 1842, à New-York, dans le quartier central de Broadway, que Ralph Waldo Emerson, ami de la famille, vint saluer le nouveau-né et lui donner sa bénédiction. Geste symbolique d'une surprenante fécondité. Autour de William James, dans cette Amérique spirituellement si pauvre, une élite se rassemble au foyer paternel; elle compose une sorte d'îlot que ne submerge pas le flot mercantile. William James, futur philosophe, et son frère, Henry, futur romancier, y trouvent une quiétude méditative et même oisive, exceptionnelle dès cette époque dans le pays des affaires. William ne découvrira que lentement l'Amérique; durant son enfance, elle lui fut dissimulée sous les illusions paternelles. Son frère Henry en prendra plus vite une image exacte et définitive; il s'embarquera alors pour l'Europe, afin de ne plus revoir sa patrie.

M. Mamice Le Breton, dans l'aimable et profond ouvrage qu'il a consacré à la *Personnalité de William James*, nous apprend qu'« avec le jeune William commençait la troisième génération des James sur le sol américain ». Est-il possible de discerner dans la personne du philosophe un lointain héritage d'aptitudes? Ses ancêtres, de souche écossaise, établis en Irlande au temps de Guillaume d'Orange, nous conduisent sans éclat jusqu'en 1789, date à laquelle William, premier du nom dans l'histoire, quitte sa terre de Porkish, dans le comté de Cavan, pour s'installer en

Amérique. Il possédait, nous apprend Henry James, frère de William, « une petite somme d'argent, une grammaire latine et le désir de visiter l'un des champs de bataille de la Révolution ». Il fut d'abord commis de magasin à Albany, puis commerçant à son compte et fit si bien qu'on le retrouve en 1832 devenu l'un des grands négociants de la ville, vice-président de la Caisse d'Épargne et de la Chambre de Commerce. Ce premier William James, énergique et entreprenant, père de onze enfants et assez bon vivant, malgré ses devoirs de famille, se révèle par ailleurs presbytérien quelque peu fanatique, au point de déshériter deux de ses fils qui affichaient à l'égard de la secte une indépendance irrespectueuse.

L'un des coupables précisément était Henry, père du philosophe. Né en 1811 d'un troisième mariage, Henry James connut cette destinée, assez étrange dans un pays de conformisme social, d'atteindre toujours sans le vouloir des isolements répréhensibles. Du touchant portrait que nous ont laissé de lui ses deux fils, William et Henry, certains traits se détachent qui font douter de son parfait équilibre intellectuel et malheureusement la lecture de ses ouvrages n'est pas faite pour nous rassurer. Henry James apparaît dans son caractère et dans ses œuvres comme une sorte de génie avorté, exubérant, violent, naïf, querelleur, généreux et noble indiscutablement, mais proche parfois de l'extravagance. William James, dans l'introduction aux œuvres posthumes de son père, peut bien écrire : « C'était un de ces saints et mystiques dont ce fut le privilège d'empêcher, par leur seul exemple et l'exposé de leurs expériences intimes, que la religion devint une convention fossile, et qui l'ont conservée à jamais vivante. » Reste que ce mystique et ce saint est qualifié par son autre fils Henry : « d'homme d'intérieur jusqu'à l'excentricité (1) », et excentrique, Henry James le fut dans sa pureté de mœurs, dans son amour paternel, dans sa foi fervente comme dans la conduite de sa vie.

Condamné par son père au presbytérianisme intégral, Henry James se trouvait encore au séminaire de Princeton lorsque la mort du premier William le délivra du prosélytisme paternel. En 1837, après une période de doute, il renonça définitivement, suivant l'exemple d'Emerson, à toute croyance dogmatique et, demeuré profondément religieux, quoique d'une religiosité incertaine, s'attacha à se constituer une religion personnelle. Il n'y réussit guère et finit par se rallier à la doctrine de Swedenborg.

Il était en même temps fouriériste et ami d'Emerson, plus ou moins touché par la philosophie transcendante. Rêveur et exalté, d'une honnêteté intransigeante, Henry James goûtait pareillement dans Swedenborg le visionnaire et le pamphlétaire. « Bien différent des gens froids, secs et tranchants qui pullulent aujourd'hui, écrit William James, il avait encore en lui toutes les chaudes fumées de la nature humaine originelle (2). » Il pleurait silencieusement à la lecture des psaumes, ou se répandait en bruyantes apostrophes contre les églises. « Le style de ses lettres n'était pas moins exalté que ses paroles; il déclare dans l'une d'elles qu'il aimerait mieux un fils rongé de tous les péchés du Décalogue qu'un fils parfait et, quoique swedenborgien fidèle, écrit à l'un de ses coreligionnaires que leur secte comparée aux autres n'est « que le tas de morues séchées sur le quai de Boston comparé aux mêmes poissons évoluant librement dans l'Atlantique. »

Autant de défauts d'humeur qui, par ailleurs, composaient son charme. C'était un père inattendu, tout en familiarités et faiblesses, et qui eut le rare bonheur d'être respecté de ses enfants, quoique en se présentant toujours comme leur vieux camarade de disputes et de jeux. « Aimant les bons mots et le rire, il permettait volontiers à ses fils de railler à ses dépens. » La raillerie jamais ne dépassait

(1) Extrait d'un ouvrage sur *William James et le pragmatisme religieux*, qui paraîtra prochainement aux Editions Denoël et Steele, à Paris, dans la collection : « Les Maîtres de la Pensée religieuse ».

(1) HENRY JAMES, *A Small Boy and others*, p. 72.

(2) *Literary Remains*, p. 72.

les convenances, mais le père excentrique l'y eût facilement poussé. Sur une remarque paternelle, la table entière, depuis l'aîné William jusqu'au jeune Robertson, se divisait en deux camps. On s'agitait, on gesticulait, on brandissait couteaux et fourchettes pendant que la petite Alice poursuivait son repas avec un sourire paisible; et la mère riait de bon cœur en disant : « Ne crains rien. Ils ne se tuèrent pas. C'est toujours comme ça quand tous les enfants sont à la maison (1). »

Et le désordre se prolongeait au coin du feu où Henry James, dans le dessein de conter des anecdotes édifiantes, se laissait entraîner à des récits plus ou moins appropriés à son jeune auditoire. Convenons qu'au regard d'une saine pédagogie, ce père brillant et lunatique ne pouvait donner qu'un éducateur détestable, mais par conséquent un adorable ami dont la tendre indulgence, longtemps après sa mort, murmurerait encore dans la mémoire des siens le souvenir de ses mœurs.

Se résigner et laisser faire Dieu, ne pas s'aider afin que le ciel vous aide, tel semble le dernier mot de l'étrange théorie d'Henry James qui, si le hasard l'avait moins favorisé dans la qualité de ses enfants, aurait fort bien pu, avec de tels préceptes, les précipiter dans la bohème ou beaucoup plus bas encore. Le swedenborgien candide, le fouriériste enthousiaste, le quakeriste béat, se trouvait heureusement encadré, soutenu par une armature sociale, par des traditions et par des coutumes. La famille James — et sans doute convient-il d'y donner grand rôle à la mère — demeure une famille laborieuse, unie, vertueuse, à l'américaine, c'est-à-dire quelque peu puritaine. Le sens commun collectif y combat victorieusement la fantaisie paternelle. C'est pourtant celle-ci qui, en bien comme en mal, imprime profondément ses effets dans le caractère de William; si l'on ne discernait en lui, dans ses révoltes comme dans son affection, la présence ou le souvenir constant de son père, sa philosophie resterait en partie inintelligible. Elle commence par une piété filiale mêlée de rancune, par un amour traversé de déceptions, par un désaveu bientôt lourd de repentir. Henry James se plaisait à lire la Bible à ses enfants, mais il les dispensait de toute observance extérieure, anathématisant les adorateurs du « Dieu du dimanche », et, se rappelant sans doute son enfance opprimée par les rigueurs presbytériennes, les laissait libres d'aller prier où ils voudraient. Pour un chrétien, disait-il, nulle communion n'est interdite, ni celle des catholiques ni celle des juifs. Cette tolérance religieuse complétait l'indulgence paternelle poussée jusqu'à la faiblesse. Du moins, dans la maison de Henry James, était-on gai, insouciant, heureux.

Le New-York de 1850 évolue vers le New-York moderne; l'industrie, la banque, le bureau commencent d'exproprier les vieilles demeures à l'anglaise, les derniers restes du style colonial et à leur suite les paisibles vies bourgeoises. Edgar Poe, Audubon, Emerson, Henry James lui-même sont les derniers témoins d'une Amérique empreinte encore de civilisation européenne et que les trusts financiers, la prolifération des usines ébranlent à coups de bourse et de marteaux-pilons. La transition entre la cité d'autrefois et la cité future garde encore certain charme. Le New-York naissant s'accommode à la vieille ville et l'on peut, durant la jeunesse de William et d'Henry, s'y plaire encore au contraste d'un passé somnolent et d'un avenir trépidant. Le port dont les volières flattaient l'esprit d'aventure des deux garçons, Broadway qui déjà leur apparaissait comme le carrefour des audaces, le dérisoire musée Barnum qui, tel quel, les émerveillait, voilà entre autres les souvenirs qui, dans la mémoire adulte d'Henry et de William, conservaient le reflet des admirations adolescentes. Et puis, c'étaient les épisodes banaux et toujours précieux d'une vie de

famille new-yorkaise bien proche encore de la rusticité provinciale (1).

On allait le dimanche retrouver les parents d'Albany. La grand-mère Barbèr, lectrice de feuilletons sentimentaux, réunissait en tant qu'aïeule tous les frères et neveux dans sa maison de campagne. On errait dans les champs, dans les vergers, sur les collines. Il y avait, paraît-il, assidus dans le groupe, des cousins frottés de littérature française qui prêtaient à William et à Henry les œuvres de Rousseau et de Marmontel. Henry James le père n'était d'ailleurs pas sans souci de leur instruction. Il mit en pension ses deux fils à l'Institution Vergnès, dont Henry le romancier a pu écrire dans ses souvenirs : « L'impression générale qu'il m'en reste est un intérieur d'un noir sordide... Vaguement, dans l'obscurité, je distingue M. Vergnès lui-même, bien vieux, je le croyais en effet très vieux, et fort en colère, visiblement sur les dents. Si bien que mon frère et moi nous en sommes sortis tous deux l'esprit parfaitement préparé à comprendre l'histoire du Jack d'Aphonse Daudet, bien des années plus tard; et faire connaissance dans ce livre des « petits pays chauds » au milieu desquels Jack apprend les premières leçons de la vie, c'était voir se dresser aussitôt l'Institution Vergnès avec un pullulement de petits Cubains et Mexicains nostalgiques (2). »

Au sortir de l'Institut Vergnès commencèrent des classes plus sérieuses, mais l'humeur d'Henry James intervient alors persévéramment dans les études de ses deux fils et ne manque pas d'y apporter l'imprévu de ses caprices. Dans tous les établissements scolaires que traversèrent Henry et William, et d'où leur père les retirait avec plus ou moins de hâte, on se proposait surtout de former de dignes citoyens des Etats-Unis : beaucoup d'activité, peu de culture, le respect de la coutume, le dédain de la pensée, l'amour du sport et de la correction, en un mot le vide cérébral qui convient si bien au parfait technicien et au bon électeur. C'étaient des écuries pour chevaux de somme que l'on habitait de bonne heure à vénérer le bât et la meule. Or Henry James personnellement ne vénérât ni l'une ni l'autre et souhaitait pour ses fils un peu plus que de la tenue sociale. Il rêvait d'humanités, de perfectionnement désintéressé, subordonnait le gagne-pain à l'acquisition préalable d'une âme. En ceci, il représentait contre la masse américaine la cause des élites européennes et des antiques civilisations. Malheureusement, il la soutenait à sa manière qui n'était pas des plus avisées dans les affaires d'éducation et qui consistait surtout à interrompre les études de ses fils dès qu'elles heurtaient ses propres vues. « Nous respirions l'inconsistance pure, ne craint pas d'écrire Henry James. Nous étions nourris de contradictions. » Ce qui, sans euphémisme, signifie que les deux enfants choyés et amusés étaient finalement livrés à eux-mêmes.

Henry James proposait à ses fils des notions disparates, des songes de visionnaire ou des spéculations de philosophe. La vie, se dit-il, quand il en vient à douter de ses facultés d'éducateur, est encore la meilleure éducatrice. Il confie donc l'éducation de ses fils à la vie et à la Providence. Leur collaboration décida de la carrière des deux jeunes gens; Henry, enfant précoce qui, sur un coin de la table de famille, composait déjà des drames en quatre actes, se prépare en grandissant à devenir un écrivain; William, qui se plait aux croquis, décide de devenir peintre.

* * *

En juin 1855, la famille James débarque à Liverpool afin d'explorer l'Europe. On convient de passer l'été en Suisse et la diligence de Lyon à Genève multiplie sur son trajet les sujets d'admiration pour William et Henry. Mais, après avoir sacrifié aux curiosités

(1) HENRY JAMES, *A Small Boy and others*, pp. 260 et suiv. MAURICE LE BRETON, *La Personnalité de William James*, p. 24.

(2) HENRY JAMES, *A Small Boy and others*, p. 189.

(1) MAURICE LE BRETON; *La Personnalité de William James*, p. 19.

du tourisme, Henry James le père de préoccupe à nouveau de l'éducation de ses fils, c'est-à-dire qu'il les pouvoit de gouvernantes suisses, de précepteurs écossais, et leur fait parcourir en nomades le plus grand nombre possible de pensionnats hétéroclites. « Une seule fois ils eurent l'impression de recevoir un enseignement régulier, ce fut lorsqu'on les confia, pour l'hiver 1857-1858, au Collège de Boulogne-sur-Mer. »

Henry James était l'ennemi, disait-il, des disciplines « uniformes » ; probablement aussi des disciplines tout court. Pourtant, il continuait d'assurer à ses deux fils cette joyeuse liberté d'esprit à laquelle doivent plus d'un trait le talent du romancier et celui du philosophe. William découvre les musées qui n'existaient pour ainsi dire pas en Amérique et entend s'affirmer en lui sa vocation de peintre. Les années ont passé et les jeunes garçons sont devenus de jeunes hommes. William consacre une année à suivre les cours d'anatomie de l'Académie de Genève, puis, en 1860, s'adonne à la peinture avec l'intention de devenir professionnel (1). « Je me suis pleinement décidé à essayer le métier de peintre, écrit-il à son ami Charles Ritter. En un an ou deux, je saurai si j'y suis propre ou non. Il n'y a pas sur la terre un objet plus déplorable qu'un méchant artiste (2). » Le don est du reste indiscutable chez William : la persévérance plus douteuse.

C'est pourtant comme futur peintre que William James, vers la fin de 1860, se fixe avec ses parents à New-Port, dans le Rhode Island, 13 Cail Street (3). Seulement, il manquait à l'artiste la foi en lui-même et au contraire il possédait l'idée que sa prétendue vocation n'était peut-être qu'illusion de dilettante. Tout son voyage d'Europe n'avait été en effet qu'enchantement intellectuel et esthétique. « Nous avions regardé de tous nos yeux, écrit son frère Henry, les tableaux, les grands Véronèse, la madone de Murillo qui repose sur la lune, la dame aux mains croisées de Vinci, presque impure, trésors du Salon carré tel qu'il était alors composé ; mais nous avions aussi regardé la France, regardé l'Europe, regardé même l'Amérique comme nous pouvions imaginer que la regardait l'Europe elle-même, regardé l'histoire qu'un passé encore sensible et un avenir où nous nous plaissions à tout rapporter à nous, regardé la société, les mœurs, les types, les possibilités, les prodiges et les mystères de mille sortes (4). » Enthousiasme confus favorable au futur romancier cosmopolite, mais où William, amateur peintre, allait être rebuté par les minuties du métier. En tout cas, William James a tôt fait d'abandonner la peinture après un an d'efforts. Il attend l'appel d'une vocation nouvelle.

* * *

Cependant, Henry James le père, installé à New-Port, commençait d'y scandaliser l'opinion. Déjà, durant les cinq années qui séparent le départ des James pour l'Europe de leur retour pour les Etats-Unis, le pouvoir d'opinion et de direction venait de passer aux hommes d'affaires qui imposaient à la servilité des foules leur religiosité hypocrite et leur grossièreté de traitants. Autour du vieux swedenborgien généreux, confiant et quelque peu prodigue, le monde des financiers et des planteurs qui composait la bonne société de la ville s'étonnait qu'un homme éduqué pût se ruiner en philosophie et laisser ses enfants vagabonder dans les arts et dans les lettres, quand le devoir moral a pour première exigence une richesse acquise dans le trafic ou la coulisse. On interrogeait William et Henry sur l'exacte condition de leur père, on leur demandait quelle entreprise il dirigeait ou se proposait de fonder. Le bon illuminé ne comprenait rien à ces curiosités :

(1) Il avait été admis à Paris dans l'atelier de Couture en 1857 et subissait profondément l'influence de Delacroix.

(2) *Letters*, I, 23.

(3) Le maître de James est William Hunt, que James avait rencontré à Paris dans l'atelier de Couture.

(4) HENRY JAMES, *A Small Boy and others*.

« Dites que je suis philosophe, répondait-il à ses enfants, dites que je suis amant de l'humanité, dites que je suis auteur si vous voulez ou, mieux que tout cela, dites que je suis étudiant. »

William James aussi semblait avoir une prédisposition héréditaire pour cette tâche d'étudiant perpétuel : « Ce qui m'a finalement décidé à renoncer à l'art, écrira-t-il plus tard, c'est que je ne pouvais, avant de l'avoir exécuté, concevoir mon tableau ou mon dessin comme un tout. » (1) En effet, un désir de voir chaque ensemble naturel et même le monde entier sous une clarté intuitive hante déjà son esprit et quoiqu'il se refuse encore à le suivre, l'avertit qu'il est philosophe comme son père. Henry James n'avait cessé, par ses entretiens, de développer en son fils l'aptitude philosophique ; William avait déjà lu la plupart des philosophes classiques et ne s'engageait pas plus avant dans cette étude familiale autant que familière en raison peut-être des facilités qu'elle paraissait lui offrir.

En réalité, le jeune homme de dix-neuf ans qu'est devenu William subit quelque mécompte de la trop complaisante affection paternelle. Lui-même se définissait lors de son entrée à l'Académie de Genève « comme un pauvre petit ignorant obscur qui n'est pas sorti de chez soi ». Ignorant, c'était trop ou trop peu dire. Il était plein de connaissances décousues, de dons inappliqués, de bribes de sciences, d'élans artistiques mal soutenus, fondus dans des lectures trop vastes et dans une curiosité sans méthode. Ce désarroi, c'était à plus d'un égard l'œuvre paternelle ; par contre, c'était aussi selon les enseignements de son père qu'il était devenu loyal, courageux, spirituel, esprit fragile mais cœur fort, dans un corps malade et sous une nervosité exaspérée. L'incohérence même de ses études, son instruction nomade, au demeurant plus européenne qu'américaine, sa tentative de peintre et ses souvenirs de touriste avaient fait éclore en lui un poète humoriste, un psychologue doucement railleur, avaient en quelque sorte transposé l'artiste, lui donnant la vie pour atelier et sa conscience pour toile. William James à ce moment, par ses défauts comme par ses qualités, témoigne d'un génie certain, mais inquiet, porté aux exaltations brusques, aux dépressions subites, à l'instabilité mentale et surtout à la totale incompréhension des difficultés pratiques de l'existence quotidienne. Le vulgaire aurait pensé de lui qu'il manquait d'esprit de suite. Tout dépend, il est vrai, de ce qu'on se propose de suivre. On imagine difficilement le plus grand métaphysicien d'Amérique, nanti dès ses vingt ans de la plate sagesse d'un rédacteur aspirant au poste de sous-chef ou d'un boutiquier supputant sur sa caisse sa lointaine retraite dans une villa de banlieue.

Vers 1861, c'est à la chimie que l'ex-peintre se destine.

À Cambridge, près de Boston, dans l'Institut Lawrence, dépendant de Harvard, le laboratoire à cette époque était encore si pauvrement outillé que les étudiants se trouvaient souvent forcés de fabriquer eux-mêmes leurs appareils. Quant à la bibliothèque, pourvue d'une table et de quelques sièges, elle était surtout sur ses rayons l'absence des volumes les plus usuels. On plus exactement le laboratoire dans cet étrange Institut était une sorte de fiction légale, de sacrifice aux convenances, joint pour le décor à un enseignement tout théorique. « Combien d'entre nous, écrit un ancien étudiant de Cambridge, n'avaient jamais vu de leurs yeux du manganèse ou de l'antimoine (2). »

Déplorable lorsqu'il s'agit de former des praticiens, cette façon d'enseigner la chimie pouvait tant bien que mal servir ultérieurement un philosophe. Les maîtres contraints de donner cet enseignement, dont ils savaient l'insuffisance, s'efforçaient d'y suppléer par l'ingéniosité de leurs leçons orales. Charles-V. Eliot, notam-

(1) Il est juste d'ajouter qu'une faiblesse des yeux fut aussi l'une des causes de sa décision.

(2) Cf. MAURICE LE BRETON, *La Personnalité de William James*, p. 41.

ment, était au jugement de ses élèves un professeur de grand mérite dont l'influence réduite à des moyens aussi médiocres demeurerait profonde et profitable. Mais, en chimie comme en peinture, William demeure un amateur. De 1861 à 1863, tout en poursuivant ses études nouvelles, il se demande s'il est véritablement fait pour elles et à l'automne de 1863 découvre que c'est plutôt la physiologie qui lui convient. Il se fait alors inscrire au cours de Jeffries Wyman.

« Wyman, écrit M. Le Breton, était une personnalité attrayante par sa modestie même et dont la simple histoire n'est pas sans mélancolie. Rongé par une lente consommation qui devait l'emporter en 1874, il consacra sa vie entière à la recherche au milieu de ses amis et de ses étudiants, et comme il a fort peu publié, son influence a été toute personnelle... La recherche scientifique était pour lui une poésie et une philosophie. Il avait constamment l'esprit tendu vers des rapprochements et des conclusions. « L'expérience isolée en physiologie, disait-il, ne vaut rien »; ou encore : « En histoire naturelle, une étude isolée est une source inépuisable d'erreurs (1). »

Ne craignons pas d'inscrire ce Wyman, médiocrement connu, parmi les maîtres de William James. Il aide son élève à découvrir à propos de physiologie sa vocation philosophique, ou plutôt la première étape que cette vocation lui commande d'accomplir : la méditation philosophique des sciences naturelles. Mais, tandis que Wyman commentant Darwin s'en tenait à des réserves prudentes, William James, enthousiasmé par l'*Origine des espèces* qui venait de paraître en 1859, et bientôt rallié à Spencer, devient évolutionniste intégral, applaudissant à toute déduction du monde qui part de la seule matière ou qui refoule l'esprit dans les limbes de l'inconnaissable.

Henry James proteste et William de s'entêter davantage. Le conflit intellectuel entre le père et le fils éclate ouvertement à partir de ce moment; le père s'obstinant dans son spiritualisme nuageux, le fils répudiant en bloc toute interprétation religieuse de l'univers. Infatuation juvénile qui correspond à certaines reprises de soi-même, à la recherche d'une profession enfin précise. « Je sens très bien l'importance de me décider rapidement à faire choix d'une carrière, écrit William à sa mère, en septembre 1863, me voici parvenu à la bifurcation. D'un côté c'est le bien-être matériel et qui fera bouillir la marmite, mais il me semble que ce serait en quelque sorte vendre mon âme, de l'autre c'est la dignité et l'indépendance intellectuelle, mais en même temps la gêne matérielle. Si j'étais le seul intéressé, je n'aurais pas un seul instant d'hésitation, mais il serait cruel de demander à M^{me} James, « celle dont la venue n'est pas impossible », de partager une bourse vide et un foyer sans feu. D'un côté la misère, de l'autre les affaires et entre les deux la médecine qui réunit les avantages de l'un et de l'autre, mais qui n'est pas sans inconvénient. J'hésite, je l'avoue; je suis porté à croire que par une affectueuse lâcheté, commune à toutes les mères, tu ne serais pas fâchée d'avoir un fils très prosaïquement prospère et gai, dût-il y sacrifier de plus nobles aspirations. Mais j'aurais peur, parvenu au faite de cette prospérité, de ne pouvoir sans angoisse jeter un regard en arrière sur la vie qui en est de ce côté-là. Je demanderai à Wyman s'il y a de l'avenir dans l'histoire naturelle et prendrai alors une décision définitive. Je veux cependant que vous vous fassiez à cette idée que je ne lâcherai peut-être pas la science et continuerai encore quelques années à vous mettre à contribution (2). »

Finalement, James opte pour la médecine. « J'ai comme alternatives, écrit-il en cette même année 1863, à sa cousine Ketty, l'histoire naturelle, la médecine, l'imprimerie, la mendicité. Il y a beaucoup à dire en faveur de chacune d'elles. » Il entre néanmoins à l'Ecole de médecine de Boston, où il devient principalement l'élève du naturaliste Agassiz.

La première phase de la pensée de James, au sortir de sa toute jeunesse, rencontre ici son premier point critique; la fréquentation d'Agassiz dévoile de nouveaux horizons au naturaliste philosophe. Au propre et au figuré, car elle l'entraîne dans un voyage pénible où James sent s'évanouir en lui toute vocation d'explorateur. Elle le soulève, puis le décourage.

GILBERT MAIRE.

L'idéal féminin chez les Pythagoriciennes

M. Mario Meunier est le plus sympathique des hellénistes d'aujourd'hui. Son érudition ne sent pas le renfermé. Poète, mystique, et faisant volontiers dans le monde savant figure de franc-tireur, il n'en est comme philosophe que plus aimable. L'amour qu'il professe pour l'âme grecque est vivant. Il est le fruit d'une contemplation qui ne se détache jamais de l'homme éternel, qui le retrouve dans les vieux textes pour nous le restituer, toujours pareil, avec ses désirs, ses sentiments, ses pensées qui n'ont point péri.

Posséder le sens ou, si l'on veut, la conscience de l'humanité, n'est-ce pas ce que nous demandons au parfait humaniste? N'est-ce pas ce qui lui assigne sa place, à notre époque, dans notre civilisation, qui est le prolongement des idées qu'il nous fait découvrir et reconnaître chez les poètes et les philosophes anciens?

A ce titre, on ne peut que prendre un intérêt profond aux études que M. Mario Meunier nous présente, non point comme une prouesse de l'esprit, mais comme une œuvre utile et qui nous enrichit. L'auteur nous avait déjà donné une traduction de *Sappho*. Au long des pages écrites par les philosophes grecs, il a continué de déterminer cette part large et royale qu'ils ont faite presque tous à la femme. Inclinant vers Platon, il y a vu cette dernière « achever » la théorie des Idées et devenir, chez Plotin, ce reflet du divin que l'homme contemple dans la beauté universelle et qu'il fait remonter jusqu'à lui. Il a cherché ensuite ses traits les plus précis dans la doctrine pythagoricienne. Et voici qu'il nous la montre au centre de l'admirable discipline de pureté morale qui fit de Pythagore une des plus grandes figures de la sagesse antique.

A vrai dire, dans les *Fragments et Lettres de Pythagoriciennes* (1) qu'il publie, M. Mario Meunier fait mieux que de nous livrer de nouveaux documents sur l'histoire de la philosophie. Il éclaire celle-ci de toute la lumière qu'il projette sur l'âme des philosophes. Ici, ces philosophes sont des femmes. Mais il faut s'entendre. Ce ne sont point des disciples attachées à un maître pour le seul prestige qu'il exerce. On les imaginerait mal dans l'attitude des modernes étudiantes poursuivant de leur dévotion exaltée M. Bergson... après Bellac. Elles ont reçu du maître un enseignement qui est la base même de leur vie pratique et qu'elles transmettent à l'occasion, comme en témoignent les lettres de quelques-unes et les discours de quelques autres. Elles raisonnent

(1) « L'Artisan du Livre », Paris.

(1) IDEM, *Ibidem*, p. 42.

(2) Lettre à sa mère, Cambridge, 1863. FLORIS DELATTRE et MAURICE LE BRETON, Extraits de la correspondance de William James, Paris, Payot, 1924, pp. 24-25.

à merveille sur les principes et la philosophie dont elles vivent. Ce ne sont point de pures spéculatives. Elles interprètent la doctrine pour s'en faire une règle de conduite ou pour l'imposer quand elles ont, comme éducatrices, charge d'âme. Et c'est ce qui fait que, philosophes, elles n'en restent pas moins femmes par cette orientation constante vers la *scientia practica*, la science d'application, conforme aux dispositions naturelles de leur esprit.

Nullement femmes savantes d'ailleurs, au sens où Molière entendra la coquetterie intellectuelle de Philaminte et la pédanterie de Bélise. Leur savoir est la raison même de la modestie, de la retenue dont elles feront une des vertus spécifiquement féminines. C'est cette modestie qui justifie, pour une part, le caractère apocryphe attribué à un grand nombre de leurs écrits.

Et pourtant, cet effacement voulu des plus instruites d'entre les femmes disciples de Pythagore n'a pu empêcher que nous soit révélée, sinon leur identité, du moins leur personnalité. Cette personnalité apparaît vive, accusée, remarquable, tant au travers des raisonnements de Theano sur le Nombre ou du discours de Périction sur l'Harmonie qu'au travers des méditations de l'une et de l'autre sur la vie domestique et l'éducation des enfants.

Il serait assez stupide de parler ici de « féminisme antique », comme le faisait récemment M. Emile Evrat à propos des femmes de l'*Enéide*. Aussi bien ce terme est-il impropre lorsqu'on veut lui faire désigner tout ce qui est féminin. Si l'on considère ce qu'a pu signifier depuis son invention ce barbarisme, on devra reconnaître qu'il correspond à un ensemble de faits qui dépendent de principes contradictoires, d'attitudes qui ne le sont pas moins et de considérations subjectives. A telles enseignes qu'il serait impossible d'en faire une théorie, d'y découvrir une doctrine cohérente. On a très justement mis la plus exacte définition du féminisme dans la bouche de toute femme sincère qui, à l'analyse de ses revendications, n'aurait plus qu'à conclure : « Le féminisme, c'est moi ».

Mais voilà précisément qui suffirait à condamner les critiques qui, à propos de la traduction de M. Meunier, ont appelé féministes les Pythagoriciennes. Car celles-ci ont de la femme, de sa formation et de son rôle, une conception qui est aux antipodes de l'individualisme. La femme, d'après elles, est avant tout soumise dans ses devoirs féminins vis-à-vis de la famille et de la société, comme l'intérêt particulier est soumis à l'intérêt général. Cette subordination n'est nullement, d'ailleurs, la conséquence d'une condition inférieure ou d'une incapacité naturelle. Elle découle de l'harmonie qui est à la base de la divine constitution du monde. Et quoi de plus propre à nourrir l'idéal féminin que ce souci d'harmonie ? Encore même faut-il prendre ce mot dans un sens qui n'implique aucune égalité. Il s'agirait, non pas d'accord ou de consonance, mais d'« accordement », c'est-à-dire d'une façon spéciale d'ordonner. Or tout ordre suppose dépendance. Le pythagorisme, qui a fait, sans conteste, de la femme l'objet d'une prédilection généreuse, lui a réservé, soit au foyer, soit dans l'Etat, un sort approprié à son destin particulier.

M. Mario Meunier nous rappelle opportunément, dans ses *Prolégomènes*, que l'Ecole concevait la famille comme la projection du plus grand univers, du cosmos commandé par Dieu. Or, Dieu gouvernant le monde d'après des lois parfaites vers un ordre parfait, les hommes ne peuvent pas plus sagement administrer la famille et l'Etat qu'en appliquant les lois divines à la conduite des sociétés humaines.

L'homme est donc, dans le cadre d'une famille établie sur le plan du monde dirigé par un « accordeur » suprême, le chef. La femme le considère tel de par mandat divin et en droit naturel. Elle y trouve, non pas seulement l'agrément de l'intelligence qui, voyant de l'ordre sortir le bien, s'y complait, mais son bonheur. Celui-ci — et c'est encore conforme à ce qu'en avait dit Hippo-

damus de Milet, « l'architecte » — ne peut exister dans l'individu que parce qu'il existe dans le groupe ; et dans la femme, il n'existera qu'en dépendance du bonheur qu'elle assure à la communauté familiale. Accordement du particulier au général : nous sommes loin de ces « droits imprescriptibles de la personnalité féminine », réclamés aujourd'hui par un féminisme forcément désordonné.

De l'inégalité de l'homme et de la femme, les Pythagoriciennes parleront avec ce souci de la mesure dont elles font la règle de l'harmonie et la joie de leur condition et qui, dans les *Vers d'or* des Pythagoriciens, est désigné comme « le meilleur en tout ». « La principale vertu de la femme est la mesure, écrit l'une d'elles (Philytis), car c'est par elle qu'elle peut se rendre capable de priser et de chérir son époux. Nombreux sont peut-être ceux qui estiment qu'il ne convient pas à la femme de philosopher, comme il ne lui sied ni de faire du cheval, ni de parler au peuple. Pour moi, je pense que certaines occupations sont particulières à l'homme et à la femme ; je pense que les unes conviennent mieux à l'homme qu'à la femme et, que d'autres sont plus séantes à la femme qu'à l'homme. Les activités propres à l'homme sont de commander aux armées, de gouverner les cités et de haranguer le peuple. Celles qui sont particulières à la femme sont de veiller sur sa maison, de rester chez elle, d'attendre et de servir son mari. »

Pour Philytis, comme pour Aristote, la vertu, chez les deux sexes n'a qu'une seule et même essence, c'est-à-dire qu'ils ont besoin des mêmes choses pour être vertueux. Mais l'exercice de certaines vertus convient mieux à la femme, comme la retenue mesurée et la manière décente de se vêtir, tandis que l'exercice de certaines autres vertus convient davantage à l'homme : ainsi le courage et la décision clairvoyante, qui sont plus en rapport avec la vigueur de son corps et l'énergie de son âme.

Il n'y a pas de premier ni de second comme tels. Cela ressort de la théorie même du Nombre, dans laquelle il est établi que les choses ne sont placées première, seconde, et ainsi de suite, que du fait qu'elles se trouvent participer à l'ordre essentiel qui réside dans le Nombre.

Plus pythagoricienne que Pythagore lequel enseignait une seule morale pour les deux sexes, Périction se montre à l'égard de la vertu féminine d'une exclusive intransigeance, tandis qu'elle exhorte les femmes à pardonner aux hommes leurs défaillances et à s'y résigner. Elle parle volontiers de cette « concession d'usage » qui doit commander, chez les femmes mariées, la circonspection, qui, les empêchant de quereller l'époux, le ramèneront bien plus sûrement vers elles. Theano fera dépendre cette résignation de la vertu de force, comme on le voit dans sa lettre à Eurydice. La même écrira à Nicistrate, sur la jalousie, une épître qui est un chef-d'œuvre de bon sens et de raison. Elle conjure son amie de s'opposer aux conseils que son mal lui suggère, elle la convainc de l'inutilité des querelles et des dissensions.

Melissa, dans une lettre à Cléarète, nous dit que « la femme doit plaire à son mari en exécutant toutes ses volontés, car les volontés de l'époux doivent être considérées, par une femme éprise de beauté morale, comme une loi non écrite selon laquelle il faut qu'elle conforme sa vie. »

La soumission, la générosité, la dignité, l'indulgence, la force, et la douceur : ce sont les vertus qui constituent l'harmonie de la femme, indispensable à l'harmonie du monde. Et c'est là une règle constante. Afin de bien jouer sa partie dans le concert domestique, il faut que la femme se souvienne constamment de l'accord à maintenir. Attention du cœur, mais du cœur éclairé par l'intelligence. Une femme, diront les Pythagoriciennes, est d'autant plus femme qu'elle remplit avec plus d'intelligence sa mission. Il faut donc qu'elle soit instruite, et que son amour se fortifie de tout ce que la raison lui aura appris sur les réalités.

Périotionè compose un traité sur la sagesse. Elle y spécifie que, seule, la sagesse s'occupe de toutes les modalités du réel et des principes de toutes les choses réelles. Dès lors, n'est dans le vrai que la femme qui subordonne les connaissances fragmentaires que lui ont apportées les disciplines spéculatives et d'ordre scientifique, au « coup d'œil » de la sagesse : synthèse qu'elle « réalise » dans la pratique de la vertu.

Theano répète qu'il vaut mieux s'en remettre à un cheval sans frein qu'à une femme irréfléchie. D'autres Pythagoriciennes auront des périphrases délicatement féminines pour dire la vanité d'une science qui ne serait pas tout entière tournée vers le « mieux vivre ».

Lorsque Périotionè parle de la conduite harmonieuse qui fait la grandeur et la divinité de la femme aux yeux de son mari, de ses enfants, de sa maison, elle concède que cette conduite peut pareillement faire la grandeur de la femme aux yeux des nations et des cités, « sous le gouvernement royal ». Sans doute songe-t-elle à Sémiramis ou à Artémise. Mais ce ne sont là que cas d'exception. Theano, la plus savante des Pythagoriciennes, à qui l'on demandait comment elle s'était rendue célèbre, répondait : « En tissant de la toile ». Phytis écrit que la femme n'atteindra son bien qu'en s'abstenant de paraître aux fêtes orgiaïques, en ne sortant qu'à l'heure de l'agora et accompagnée de deux servantes.

De toutes manières, le rôle nécessaire et sacré de la femme la confine dans sa demeure. Theano, interrogée sur le devoir essentiel qui incombe à une épouse, déclare : « Plaire à son mari ». Cela même la dispense de se montrer en public. Pour parler de cet amour unique et des pudeurs qu'il commande, ces Minerves ne manquent pas d'esprit de finesse, ni même d'esprit tout court. Theano, en s'entourant de son manteau, fit entrevoir son avant-bras. Et comme quelqu'un lui disait : « Quel beau condé ! » « Oui, mais il n'est pas public ! » répondit-elle.

Sur la façon de se vêtir et de se parer, les Pythagoriciennes émettront d'ailleurs les préceptes les plus austères. Elles condamnent le luxe, le goût de la parure excessive, la pourpre, l'or, l'emploi du coloris « emprunté et étranger », des voiles transparents, bigarrés et tissés de soie, l'usage des parfums d'Arabie. Elles proscrirent la façon compliquée de tresser les cheveux, la manie de les teindre lorsqu'ils blanchissent, de se cerner les yeux de noir et de s'épiler les sourcils. Les Pères de l'Eglise ne se sont pas montrés plus sévères. Et pour nous, il faut bien en conclure qu'il n'y a rien de changé dans les anathèmes lancés contre l'Eve éternelle et coquette !

Il apparaît que la réclusion presque monastique voulue par les Pythagoriciennes, en même temps que le sacrifice constant d'elles-mêmes au bonheur de tous et leur obéissance au chef de la communauté, n'aient fait que rendre leur esprit plus détaché des contingences et plus apte à la contemplation.

Précisant ce code moral de la femme qui devait régler sa vie extérieure du dedans et non du dehors, elles ne se sont pas soucies des prérogatives ou des désavantages que leur réservaient les lois civiles. La politique de la famille n'était que le reflet de la politique qui assurait le bien de la cité. Il s'agissait de bien commun. Qui eût songé, dans la société pythagoricienne, à réclamer une loi consacrant la domination d'un seul groupe ou d'une seule personne, ou l'avantage d'un particulier, puisque l'idée même qu'on se faisait de la loi, c'est qu'elle ne pouvait être juste et utile que faite dans l'intérêt de tous et appliquée également à tous ?

L'éducation des enfants, la conduite de la maison suffisaient à l'activité de ces femmes. Elles y trouvaient l'occasion constante de pratiquer les vertus susceptibles de leur faire atteindre un idéal d'harmonie et de mesure.

On ne pourrait mieux résumer, on ne pourrait mieux « situer » leur doctrine qu'en la plaçant sous le signe de la prudence. C'est cette perfection intellectuelle et morale, cette *recta ratio agibilium*, cet *auriga virtutum* conduisant au juste milieu, à la mesure, qui a fait des Pythagoriciennes ces femmes fortes, équitables, tempérantes, que nous peignent leurs écrits et leurs lettres. Il serait intéressant de rechercher leur influence sur les philosophies qui ont suivi celle de Pythagore. Certaines de ces philosophies ont repris les idées pythagoriciennes sur la femme et, les poussant dans le sens de l'excès, ont été jusqu'à les déformer totalement.

D'autres les ont enrichies d'un apport surnaturel et chrétien. Telles lettres des filles spirituelles de saint Jérôme apparaissent comme de fidèles copies des lettres de Theano et de Phytis.

En publiant ces fragments, précédés de Prolégomènes qui introduisent, avec un bel esprit d'exégèse et de synthèse, une restitution heureuse, M. Mario Meunier aura fait plus qu'une œuvre digne d'intéresser les érudits. Il aura permis aux femmes d'aujourd'hui — même à celles qui ne sont pas savantes — de méditer sur l'idéal de perfection féminine que voulurent codifier et suivre, dans la lointaine antiquité, des femmes dont la supériorité intellectuelle et morale est un exemple.

Méditation opportune sur un sujet d'une perpétuelle actualité. Elle ne peut que nous aider à porter plus haut et plus droit le flambeau.

JEANNE CAPPE.

A l'occasion de l'Ascension,
LA REVUE CATHOLIQUE DES IDEES
ET DES FAITS ne paraîtra pas la
semaine prochaine.

De l'histoire, du bon sens et la sagesse du Curé Pecquet...

Banneux confirme-t-il Beauraing ?

Pour en juger lisez

Les

« apparitions » de Beauraing

par Omer ENGLEBERT

auteur de *La Sagesse du Curé Pecquet* (125^e édition)

Un beau volume de 130 pages.

22^{me} mille

« L'original pasteur de Bétaumont joint, on le sait, une foi très éclairée à la malice la plus aigüe ; un savoureux dosage mêle ici l'une à l'autre, et l'on ne saurait enseigner avec plus de charme ». (Le R. P. de Parvillez dans les *Etudes*).

Le curé Pecquet à Beauraing est un vrai chef-d'œuvre (Hooger Leven)

Très certainement ce qui a été écrit de meilleur sur Beauraing

Prix du livre en librairie : 7 francs.

Pour recevoir ce livre franco par retour du courrier, il suffit de verser fr. 6.50 (prix de faveur) au compte-chèque postal 48916 de la *Revue catholique des idées et des faits*, Bruxelles.

Les idées et les faits

Chronique des idées

Beauraing et les « Études carmélitaines » (1)

EXAMEN DU SYSTÈME DE GREEFF.

En quête d'arguments qui démontrent la supercherie concertée, M. De Greeff pense en avoir saisi un indice probant dans les larmes que Fernande aurait versées comme une Madeleine, le 23 décembre, après avoir posé cette question à l'Apparition, à la prétendue Apparition : « Pourquoi venez-vous ici ? » qui lui avait été suggérée, à elle seule, par le docteur Maistriau quelques instants avant la vision. Si « elle fond en larmes », c'est qu'elle se sent prise au piège, n'ayant pu convenir au préalable avec ses complices des termes de l'interrogation et, surtout, des termes de la réponse. Voilà ce qu'insinue le redoutable Argus des consciences infantiles. A ces larmes dont M. De Greeff exagère l'effusion — un honorable témoin, placé près de Fernande, déclare qu'elle sanglota légèrement — il y a une autre explication psychologique, qui ne doit pas dépasser la portée d'un psychiatre. Le 21, la belle déclaration : « Je suis la Vierge Immaculée », fut clairement perçue par Andrée Degeimbre, Fernande et Gilberte. Voisin, vaguement par Albert, nullement par l'autre Gilberte. Disparité d'impressions auditives dans une même collective apparition qui n'a rien d'étonnant pour les théologiens de la mystique. Il n'en est pas moins vrai que ce désaccord partiel, bien qu'il témoignât de la parfaite sincérité des voyants, ne laissa pas que de troubler certains médecins ; plusieurs même, bien à tort, entrèrent en défiance. Fernande, d'une vive sensibilité, en eut comme l'intuition. Aussi, le 23, se croyant exposée à un aparté de la Vierge en réponse à la question dont elle avait été seule chargée, manifeste quelque émotion, à la pensée que derechef, pour le même motif, sa bonne foi serait, peut-être, soupçonnée. Que voulez-vous ? Il peut se rencontrer, même à Beauraing, des sensitives de l'honneur.

* * *

Le 24 décembre, M. De Greeff fait un véhément reproche à M. Maistriau de n'avoir pas tenu sa promesse de formuler lui-même une question, à laquelle il n'y aurait pas de réponse stéréotypée, et de la suggérer à un enfant tout au début du « phénomène » ; bref, en style académique « de faire poser une colle » à la Vierge. Il a laissé faire Gilberte et Andrée qui n'ont trouvé que cet enfantillage : « Puisque vous êtes la Vierge Immaculée, pouvons-nous espérer que vous ferez bientôt quelque chose ? » Et seul, Albert avait entendu un « Oui ».

Mais le 28 décembre allait ménager une belle revanche à Maistriau. C'est le jour mémorable où, à l'invite « Parlez, nous vous écoutons », fut donnée la réponse de l'espèce réclamée par De Greeff, nullement stéréotypée, sans aucune connexion avec la demande :

« CE SERA BIENTÔT MA DERNIÈRE APPARITION. »

Or, il n'y a rien de plus éloquent sur ce thème que l'impérial laconisme de l'éminent psychiatre :

« Le mercredi 28, les enfants connaissaient d'avance la question

(1) Voir la *Revue catholique* des 31 mars, 7, 14, 28 avril, 5 et 12 mai.

à poser. L'interrogatoire a été compliqué... Nous ne pouvons donner de détails.

Nous le pouvons nous, et nous allons les servir tout chauds. D'après le texte formel des interrogatoires, que nous tenons de première main : 1^o Fernande n'a pas entendu ;

2^o Gilberte, sa sœur, n'a ouï que la finale : « dernière apparition » ;

3^o Andrée et Albert, seuls, ont rapporté les paroles de la Vierge en termes identiques : *Ce sera bientôt ma dernière apparition* ;

4^o Gilberte Degeimbre a varié : devant les surveillants, avant l'interrogatoire, elle a retrouvé la formule exacte et complète ; devant les médecins, sans doute intimidée, elle n'en a plus reproduit que le sens, la lettre lui échappant.

Mais alors, le système de la supercherie craque. M. De Greeff, affirmant que les enfants connaissent d'avance la question, insinue que la réponse était de même concertée, leçon apprise par cœur, pure comédie. Oui-da. Quel pitoyable concert ! Quelle leçon mal apprise, une leçon de six mots !

Et deux seuls sont capables de la réciter intégralement, la plus intelligente est muette, une autre n'en retient qu'un bout. A toute évidence, il n'y eut ni collusion, ni conspiration, il y eut divergence, disparité dans l'audition, loyalement avouée par les enfants, et que l'on dirait voulue par la Vierge tout exprès pour déjouer le plan d'attaque psychiatrique !

Il me semble inutile d'ajouter que l'autosuggestion ne fait pas ici plus belle figure que la supercherie : comment admettre que l'idée de faire cesser à bref délai les apparitions ait surgi simultanément dans quatre cerveaux, si prédisposés qu'on les imagine à l'illusion ? En tout cas, je comprends que M. De Greeff se défile devant cet interrogatoire peu accommodant, même rebelle et qu'il l'estime trop compliqué.

* * *

29 décembre. — Nouveau succès à la Pyrrhus et nouvelle déroute, nouveau succès, si l'on préjuge la supercherie, nouvelle déroute, si, comme rien n'y oblige, on ne la préjuge pas. Ce soir-là, une question avait été proposée aux enfants à l'improviste, quelques minutes à l'avance ; ils ne l'ont pas posée. Pourquoi ? Pour ce seul motif, sans doute, insinué par le juge d'instruction : c'est que n'ayant pas eu le loisir de s'entendre sur la réponse à fabriquer, ils n'avaient qu'un moyen d'échapper à la souricière qui, cette fois, allait se refermer sur eux : le silence. La question insidieuse, à mon avis, saugrenue, était : *Et maintenant, que devons-nous faire ?* Oiseuse, en tout cas, car il leur avait été dit déjà de prier, d'appeler le peuple en pèlerinage, de faire bâtir une chapelle, et pour le surplus, il leur serait répondu séparément. Mais, enfin, pourquoi n'ont-ils pas obtempéré à la consigne des médecins ? *A priori*, dans l'hypothèse, possible après tout, d'une vision plus ou moins extatique, restait-il aux voyants, ravis, subjugués, assez de liberté d'esprit pour se ressouvenir de la question suggérée au dernier moment, dont ils n'avaient pu se pénétrer, simple sujet d'ailleurs de curiosité pour messieurs les enquêteurs, artifice de procédure. Saint Jean de la Croix, le maître par excellence invoqué sans relâche par le R. P. Bruno, n'enseigne-t-il pas que les personnes favorisées de grâces mystiques ne se souviennent, au cours de leurs

visions, des personnes recommandées à leurs prières que s'il plaît à Dieu de les leur rappeler? Que dire, s'il s'agit de questions proposées par des enquêteurs pour leur fournir éventuellement des points de repère? Bref, je l'ignore. Mais ce qui est assuré, c'est la réponse des enfants à l'interrogatoire. Ils ont dit qu'ils allaient faire la question, quand soudain s'évanouit la vision. Fernande affirme qu'elle y avait pensé, mais y avait renoncé, sous l'impression de la crainte de n'être pas accompagnée dans sa demande par les autres dont les *Ave* auraient couvert sa voix. D'où il semble résulter que la réminiscence ne s'est produite qu'à la fin de l'extase, à un moment un peu différent pour les autres voyants et pour Fernande.

Au demeurant, la supposition d'un degré de malice, aussi raffinée chez les cinq pour leur faire écarter par calcul une interrogation compromettante et captieuse est manifestement au-dessus de leur âge et de leur intellectualité.

M. De Greeff pêche par excès de subtilité, soit qu'il cherche à découvrir des traces de supercherie, soit qu'il veuille tout expliquer par l'auto suggestion. On sait que ce 29 décembre, pour la première fois, Fernande aperçut, au moment où la Vierge écartait les bras avant de disparaître, un cœur d'or rayonnant. Tout de suite, l'explication du phénomène est trouvée : cœur d'or, avait écrit le docteur Maistriaux en parlant d'Andrée, bijou en forme de cœur que portait la jeune fille, ajoute De Greeff. Est-ce vraiment sérieux? Nous sommes le 29 décembre et nous sommes en mesure d'affirmer sur preuves que Fernande n'a lu la brochure qu'après le 5 janvier. Nous ajoutons pertinemment que M. De Greeff le sait aussi bien que nous : il n'y a pas ombre de ressemblance entre la vulgaire pendeloque de Fernande et le cœur resplendissant qu'elle décrit : ça ne rime pas même comme hallebarde et miséricorde.

* * *

« Les autres n'ont rien vu de cela », observe-t-il, insinuant que cette divergence est un indice de supercherie et d'auto suggestion. En est-il assuré? Dans l'hypothèse, non seulement possible, mais vraisemblable d'une vision réelle et surnaturelle, ne serait-il pas aisément croyable que la première révélation de son cœur ait été réservée par la Vierge à cette enfant de prédilection à laquelle, quatre jours plus tard, elle demanderait trois choses : aimer son Père, l'aimer Elle-même, se sacrifier pour Elle?

Tout le long du chemin, à mesure que nous avançons, nous constatons que l'hypothèse d'apparitions célestes, de plus en plus justifiée, justifie à son tour les faits, tandis que les autres hypothèses, de plus en plus injustifiées, ne leur font pas justice.

* * *

Le 30 décembre. — Le commentaire de l'interrogatoire qui suivit la vision est très laconique chez M. De Greeff, mais sa brièveté est lourde de sous-entendus.

« A l'interrogatoire, quatre sur cinq ont remarqué le cœur.

Andrée dit : « Aujourd'hui on a remarqué le cœur. »

Pour dépister toutes les erreurs embusquées dans ces quelques lignes, il faut restituer ici la partie de l'interrogatoire dans laquelle s'insère la phrase d'Andrée, tel qu'il nous est transmis par un témoin qui en prenait note.

Andrée Degeimbre. — Qu'y a-t-il de spécial? — J'ai du nouveau à dire. — Quoi? — Elle était comme d'habitude, excepté que quand elle a quitté on a remarqué un cœur. — Pourquoi dis-tu : « on »? — Parce qu'on est tous ensemble, et il semble que les autres voient la même chose. — Tu l'as vu quand elle a ouvert les bras? — Oui.

Ne pas se méprendre sur cet on pour bâtir là-dessus la suspicion du complot et de l'auto suggestion. Il est avéré, par de multiples exemples que les enfants s'expriment souvent à l'impersonnel, attribuant leurs actes personnels moins aux unités qui composent leur groupe qu'au groupe lui-même. C'est du reste ce qu'Andrée fait comprendre à sa manière à l'interrogateur que cet on intrigue ou scandalise.

Mais l'hypothèse de M. De Greeff n'est pas seulement infirmée par cette observation, elle est carrément renversée par son propre dire : « Quatre sur cinq ont remarqué le cœur ».

De fait, trois seulement l'ont aperçu, Gilberte Degeimbre ne l'a pas vu. Albert déclare : « J'ai vu, je suis sûr que j'ai vu quelque chose, mais je ne sais pas bien ce que c'est : quand elle a ouvert les bras j'ai vu quelque chose de brillant. »

Mystère de la suggestion : la vision d'hier soir de Fernande n'a eu aucune prise sur Gilberte, n'est pas parvenue à suggestionner l'enfant que De Greeff nous a décrite (p. 190), à propos du 17 décembre, comme l'être émotif par excellence, candidate de premier choix à la suggestibilité! Ce n'est pas le désir qui lui manque. Il est constaté que le soir même du 29, elle sanglota en famille « parce qu'elle n'avait pas vu le cœur ». Alors, de bonne foi, rengez votre hypothèse, elle est contraincée par les faits.

Et Albert? Ce magicien de l'auto suggestion, au dire de M. De Greeff, celui dont l'imagination effrénée transforma la lueur de la plaque 40 et des clartés de phares d'autos en homme vu dans l'allée, en Vierge délicate, lui, l'illusionniste à miracle, n'a pas su reconnaître dans ce « quelque chose qui brille » le cœur d'or, vu par Fernande, la veille au soir, dont vraisemblablement on l'a entretenu pendant la journée du 30! Il n'a pas su, avec sa puissance imaginative qui dépasse de mille coudées celle des plus grands poètes, suppléer à sa vision imparfaite, la compléter et, presque autant que Gilberte Degeimbre, est resté réfractaire, obstinément réfractaire à la suggestion, à l'auto suggestion.

Resterait-il une échappatoire pour la science : l'hypothèse du mensonge combiné avec une infernale astuce? Mais, pourquoi, deux voyants sont-ils étrangers à la combinaison? Pourquoi, la veille, Fernande déclare-t-elle seule, avoir vu un cœur, oubliant qu'elle n'a pas prévenu les quatre autres, puisque les quatre autres n'ont rien vu ce jour-là?

Encore une fois, seule l'hypothèse de l'apparition surnaturelle maîtrisant les sens et l'esprit des voyants donne raison aux faits qui demeurent rebelles à toute autre interprétation.

* * *

Le 31 décembre. — A cette date, M. De Greeff cède la parole à M. le professeur Van Gehuchten, qui assistait, ce samedi-là, ainsi que M. le professeur Dejacé, à la scène de l'apparition. Ici se rencontre le témoignage accusateur de l'éminent professeur de l'Université de Louvain contre Albert. « De l'avis du professeur Van Gehuchten, Albert baillait et se distraitait... Albert ne peut avoir rien vu ce soir-là, il regardait à droite et à gauche ». Or, Albert, dans l'interrogatoire du 31, déclare formellement « avoir vu ».

Flagrante contradiction, mais, qu'il n'est pas difficile de résoudre, si l'on admet que M. Van Gehuchten n'a observé Albert qu'au début du phénomène, pendant une durée de deux ou trois *Ave* clamés sur le ton caractéristique de la vision qui fut effectivement prolongée pendant treize ou quinze *Ave*. Or d'après l'interrogatoire, dont la teneur nous est transmise par un fidèle annotateur, Albert a déclaré : « Je ne l'ai pas vue tout de suite. Je n'aurais pas su tomber en même temps (que les autres) parce que j'étais pris dans la robe de Fernande... Je suis tombé deux ou trois *Ave*

après les autres... Je l'ai vue après les autres. Je suis tombé quand je l'ai vue, j'ai vu les autres s'agenouiller avant moi. »

- Tu as remarqué que tu étais ennuyé par les jupes?
- Oui, mais quand je l'ai vue, je suis tombé.
- Tu dis que c'est parce que les jupes te gênaient?
- Oui, mais quand elle (Fernande) a senti que j'étais accroché, elle les a défaites.
- Quand tu étais accroché, voyais-tu?
- Non, seulement quand j'étais tombé.
- Tu n'étais pas distrait?
- Non, seulement la grosse boule fait un peu d'ombre.

Cet extrait de l'interrogatoire nous explique l'attitude singulière d'Albert, distincte de celle des autres? D'abord, il ne voit pas, du même coup, en même temps que les autres, mais après un court délai. Ensuite, pendant la vision, il se dit gêné par la boule de fonte surmontant le pilier gauche de la grille d'entrée. N'est-ce pas cet obstacle qui a provoqué le mouvement des yeux, même l'inclinaison de la tête à l'effet de mieux voir, particularité relevée par M. Van Gehuchten, mais mal interprétée par lui, parce qu'il ne se rendait pas compte ni du retard de la vision ni de la gêne éprouvée?

Ainsi s'explique la déclaration du professeur qui n'a du reste été appuyée, que je sache, par aucun autre médecin, présent à l'interrogatoire; ainsi se concilie la contradiction entre son témoignage et celui d'Albert.

J'ai la bonne fortune de pouvoir transcrire ici, en confirmation de ce qui précède, l'attestation d'un distingué religieux : « Au cours des deux visions qui suivirent celle-ci, le soir même, vers

9 h. 45, nous nous trouvâmes à un mètre d'Albert, face à lui, derrière la grille. Or, durant ces deux apparitions, nous nous sommes particulièrement attaché à l'étudier, l'ayant si près de nous. Il avait les yeux fixes et brillants, sa voix était claire et limpide, son visage très pâle, mais calme, exprimait une tranquille allégresse. Rien de l'excitation nerveuse propre aux phénomènes morbides de l'autosuggestion et de l'hallucination. »

Cette observation d'une frappante justesse qui s'accorde avec tant d'autres témoignages caractérise à merveille les faits de Beauraing. C'est abuser de l'impropriété des termes — travers si général en ce pays — que de les appeler « faits troublants ». Il n'y a rien de troublant à Beauraing, les apparitions furent empreintes d'une ravissante sérénité, les voyants étaient inondés d'une joie sans égale, la foule se sentait baignée dans une atmosphère de paix surnaturelle. Il n'y eut d'agités et de troublés que les agitateurs et les perturbateurs. L'œuvre de Dieu s'y poursuivit dans le recueillement et la prière.

(A suivre.)

J. SCHYRGENS.

P. S. — Sous le titre : *Les Chroniqueurs de Beauraing*, il a paru dans un journal de la capitale un article portant condamnation de toutes les brochures sur Beauraing et imposant silence aux écrivains. Pour le cas où je serais visé par ces récriminations, je tiens à demander à l'auteur s'il s'imaginerait par hasard que j'ai entrepris et continue ici cette étude sans le plein agrément des autorités compétentes?

J. S.

COOSEMANS

JOAILLIER ET ORFÈVRE
DE L. L. M. M. LE ROI ET LA REINE
25, AV. DE LA TOISON D'OR BRUXELLES